

Res Publica Europensis



Apothéose de Homère – Jean-Baptiste Ingres

« Ce n'est pas le fait d'appartenir à une même terre, de parler une même langue ou d'être du même sang qui doit unir ou diviser, mais le fait d'être ou de ne pas être rallié à la même idée » **Julius Evola**

La modernité a pour principe de nous asséner sa vérité qui est selon sa vision du monde et de l'homme la seule « vérité » possible : l'humanité serait donc sur le point d'atteindre, au travers ses principes, son accomplissement ultime, et ainsi réaliser ce qui est perçu par elle comme étant son destin final, eschatologique. L'histoire serait effectivement

quasiment parvenue à sa fin et nous serions sensément en possession de la pleine maîtrise du monde et de notre destin en ayant acquis la possibilité de les façonner sans limite pour notre usage. Le projet transhumaniste en est en quelque sorte aujourd'hui le point d'orgue. Il s'est agi d'une *révélation*, d'une forme de « religion », dévoyée, dans le sens où au travers elle nous imaginions un monde issu d'une création, mais qui est une création de notre fait, d'une Raison imaginative qui outrepassa le sens même de la liberté. C'est cet au-delà de la liberté, cet idéalisme nourri par des préjugés philosophiques et qui s'est construit par la volonté d'arracher l'homme de toutes attaches communautaires pouvant limiter ses délires narcissiques, qui nous transporte par l'illusion du Progrès vers des « accomplissements » futiles, une démocratie tronquée, une République trahie (la « chose commune » acquise au libéralisme se construisant au travers de la destruction des communautés qui pourtant devraient participer d'une véritable République au travers leur engagement commun vers un Bien commun).

Le Progrès nous a emmené là où nous en sommes actuellement : l'« accomplissement » ultime de l'humanité impliquant en quelque sorte sa fin, son obsolescence par conséquent. Car, en effet, c'est une conséquence dont nous ne pourrions en contester le terme si l'on se contente de suivre le cours linéaire d'une « histoire » devenue prescriptive de la politique. Les temps furent donc venus de faire table rase d'une mémoire, non point trop encline à brouiller la vue vers les temps futurs mais trop prompte à donner des leçons de sagesse, et opposer une prétendue supériorité du post-humain, pure abstraction, à l'antiquité crasse des hommes du vieux monde enraciné qui se devaient d'être tout à la fois dévoués, héroïques, colériques, mais aussi tempérés, raisonnables, vertueux, bref ... trop humains. La prétendue spiritualité derrière laquelle se cache cet élan maudit de création *ex-nihilo*, puis de destruction nihiliste, est bien dans l'air du temps, mais plutôt au sens où elle n'est plus attachée à rien, où elle se prend d'une irrésistible envie de voler entre les nuages des rêves de puissances et des désirs de remplacer Dieu par un instrument symbolique que nous pouvons tenir pour soi, et surtout vénérer : l'argent, et la finance. Mais peut-on encore parler à ce sujet d'une « spiritualité » ? Cela en tient pourtant lieu à partir du moment où elle tâche de nous « élever » vers une croyance envers un monde où l'homme, sans limite, aurait la maîtrise de tout ce qui l'entoure, de lui-même, de sa propre vie comme de sa mort. Mais il faut bien distinguer néanmoins la croyance du mirage et tâcher de remettre les pieds sur terre. Et la « spiritualité » des temps postmodernes, ayant accompagnée la modernité dans son action de libération des croyances et des dogmes des temps anciens, n'existe qu'en tant que mirage, parce qu'elle ne pose d'emblée aucune limite à son champs d'action, à sa tendance à fonder un monde-exutoire pour l'individu « libéré ». Une « spiritualité » qui rend honneur aux instincts insatiables de l'homme, qui tend à l'abaisser et non à l'élever, bref, une spiritualité à l'envers. Nous pourrions dire à son propos qu'elle n'est donc pas liée à une espérance céleste de l'homme, qu'elle ne se situe pas sur les sommets, mais a *contrario* au sein des profondeurs liquides où tout se mêle, se confond, et où rien d'autre ne compte que l'illusion d'une indépendance conquise au prix du sang des peuples de l'Europe qui a porté pourtant en son sein, originellement, un tout autre *humanisme*.

En sacrifiant à une « spiritualité » dévoyée, à un « humanisme dévergoncé », l'on pêche effectivement par excès, et l'on met en péril l'âme et l'équilibre de notre civilisation et, aussi, la terre qui la porte depuis des millénaires : l'Europe. Comment pourrions-nous sauver, en la réaffirmant, cette civilisation qui porte en elle l'espoir sans fin d'un humanisme garant d'une certaine vision de la personne et de sa singularité, de son existence improbable sans le creuset des communautés qui la portent et la structurent profondément ? En nous y

inspirant de nouveau – une fois évacuée en juste proportion le pseudo-humanisme des Lumières et des droits-de-l-homme – afin de prendre goût et passion, de nouveau, pour ce qui fait de nous des hommes et femmes européens, des êtres mus par le désir d'agir dans le sens de la Justice et du Devoir. Dans le même mouvement, l'Europe renouvelée, par la garantie de ses instances dirigeantes, devra redonner à chacun sa juste place, remplissant en cela son devoir vis-à-vis de ses fils et filles, car chacun de ceux-ci en constitue la trame et la condition de sa puissance et de la possibilité de se projeter dans un avenir qui lui appartient en propre. Quelle est cette Europe que nous pourrions fonder si tant est que nous en ayons encore la force ? Nous faisons le pari d'un renouvellement d'une pensée improbable issue du cloaque du XIX^{ème} siècle : le *socialisme* dans sa forme originelle auquel nous ajoutons ce qualificatif en forme d'oxymore dont le sens étymologique prend toute sa force de la contradiction qu'il évoque : *conservateur-révolutionnaire* ! Nous faisons aussi le pari d'un recours à une interprétation antique et européenne du Monde qui s'efforçait d'élever l'humanité vers une harmonie avec ce qui était perçu comme éléments ontologiques de Celui-ci et qui font parti de l'ordre impérissable du Cosmos, éléments mis en scène depuis des temps immémoriaux par les mythes. Il nous faudra reconstruire un monde européen libéré des affres du capitalisme dans lequel les traits fondamentaux des hommes pourrons autant que faire se peut s'harmoniser avec ce que nous a légué notre passé et nos idéaux pour l'avenir. Pour ce faire, il nous faudra restaurer bien des choses que l'on bafoue depuis trop longtemps – l'autorité, l'autonomie, la communauté, la Justice, l'État – tout en redonnant à ces termes leur juste signification. Mais auparavant, il nous faudra surtout remettre en cause la chimère de l'individu moderne et nihiliste, et sa fâcheuse tendance à l'uniformité, sclérosante pour la civilisation européenne toute entière.

Le *socialisme conservateur-révolutionnaire européen* est donc plus, et même sans doute bien autre chose, qu'un « simple » projet alternatif de société. Au travers de cet assemblage de mots, dont le sens de chacun a été galvaudé depuis quelques décennies, se cache un *devoir* qui est celui de redonner à l'humanité européenne, à nous-même, par nous-mêmes, un *sens* pour nos actions, une *inspiration* au respect et à la justice due à chacun d'entre-nous, à commencer par ceux qui ont trop longtemps été laissés pour compte dans ce qui n'est plus qu'une « société pour le Capital ». Ce qui suit ne décrit donc pas véritablement un projet, mais bien plutôt une participation à une ébauche de canevas d'après lequel il pourra nous être possible de broder existentiellement un ordre humain européen digne de notre humanisme de longue lignée et de la nécessité de s'accorder à nouveau avec les traits essentiels de notre humanité.

La singularité

À partir du moment où il fallut aux idéologues libéraux engendrer un monde pour un homme « libéré » de ses attaches et de ses appartenances, un homme abstrait avec sa panoplie de droits, un homme dont on a conçu une essence à partir de pré-supposés pseudo-scientifiques, il fallut bien dans le même temps engendrer cet homme lui-même, le réaliser conjointement à l'euphorie croissante des marchés. Si l'homme n'est plus cette créature qui se doit de rendre grâce à son Créateur, en poursuivant incessamment sa quête de vérité – en quelque sorte, son hommage à la Création, parce qu'il est de la Nature celui au travers de qui Elle peut prendre conscience d'Elle-même - alors il tend à devenir le Créateur lui-même ou du moins son ersatz, celui d'un monde conçu à son image, ou du moins à celle qu'il imagine être la sienne d'après ses pré-supposés idéologiques. Cette engeance est la résultante d'un

préjugé terrible sur l'histoire qui en a fait un processus linéaire inéluctable prescrivant l'ordre des choses et la destinée humaine : son eschatologie. Par cela, la science s'est érigée de façon positive comme la seule conseillère ayant le privilège de fonder une humanité débarrassée de ses scories : de ce qui la lie aux aléas et lois de la vie, de ce qui fait de l'homme un élément du Tout. L'homme peut ainsi se parer d'une identité abstraite et désincarnée, une identité conçue pour les masses, dont le sens rejoint celle de l'uniformité, de la normalité aussi. Cette « identité » ne peut jamais se réincarner dans la multiplicité des singularités mais seulement agir au-dessus d'elles en les oppressant.

Notre monde, incarnation de la modernité, a ceci d'étrange qu'il est bel et bien *le nôtre*, celui issu des délires de nos imaginations idéologiques depuis près de trois cent ans. Il est le fruit de nos actes quotidiens et des prescriptions du modernisme mais l'on peut s'étonner en même temps qu'il semble apparaître d'une fatalité qui ne trouverait d'explication qu'au travers un fondement scientifique sur l'homme et sur son essence *présupposée*. Le sens même de la volonté humaine s'en trouve modifiée, dévoyée, voire annihilée. Mais comme tout ce qui est *conçu*, ce monde se devait d'être achevé, de tendre vers une sorte de *perfection*. Ainsi celui-ci est devenu un schéma de pensée commode, rassurante pour les spéculateurs, philosophiques, tout comme financiers et autres capitalistes aux longues vues intéressées. Il est devenu possible tout à coup de pouvoir le *concevoir*, c'est-à-dire de se donner la possibilité d'en extraire toutes les fonctions sous des formes mathématiques – les mathématiques ne sont pas l'expression tout entière de la vérité mais seulement un langage permettant de modéliser une partie de la réalité telle que l'on est supposé capable de le faire à un moment donné, partant d'une présupposition forcément réductrice -. Ainsi, le monde, de ce point de vue, se veut explicable jusque dans ses moindres recoins, commensurable afin de mieux en dominer les ressources, limité dans sa capacité d'extension et de réaction, mais surtout *envisageable* pour toute forme de spéculation intéressée. Il se doit d'être comme l'on a envie qu'il soit à un moment donné : en concordance avec nos rêves de puissance matérialiste illusoire. Il n'y aurait donc plus de place pour une détermination issue de la réalité vivante par laquelle nous pourrions ouvrir en permanence une voie adéquate à la pérennité de nos communautés, et donc de nous-mêmes en tant qu'entités vivantes, ainsi qu'à un sens que nous aurions toujours à rechercher eu égard l'inévitable réalité de notre condition incertaine.

Dans un monde ainsi sorti de l'imagination d'esprits bornés, il n'y a plus de place pour l'incertitude, l'intranquilité, la quête de sens au jour le jour. Il n'y a plus qu'une immanence froide et unidirectionnelle au sein de laquelle se doit de loger l'humain, d'y demeurer. Et c'est ainsi que les demeures tendent à se ressembler en se rassemblant dans un esprit grégaire. L'*individu* est né par le fait qu'il fallait qu'il s'adapte, non pas tant à ses conditions réelles, biologiques, sociales, politiques, mais à des préjugés pour lesquels il tendit à s'uniformiser sous les préceptes d'un normativisme conçu pour le profit et l'« esclavage » du salariat. L'égalitarisme fut le nouveau credo d'une modernité qui, de par la nécessité de rationaliser son espace, et sa conception du temps linéaire, engagea la création d'un homme-individu d'une espèce bien déterminée. Au nom d'un tel monde, de telles certitudes « scientifiques », que n'avons-nous pas brisé comme espérances ? Combien d'étoiles n'avons-nous pas éteintes, étouffées par une « vérité » suffocante ?

Bien entendu, tout monde humain tendant vers l'harmonie en appelle à une certaine normativité des comportements, une certaine homogénéité des mœurs, une certaine morale, au nom de principes communs partagés. Mais ceci ne stipule en aucune manière une uniformité du cœur des hommes à l'égard du chemin qu'ils ont chacun à mener en ce monde, une « morale » appelant chacun à ne s'en tenir qu'à la pure défense de ses intérêts, et surtout

un fatalisme historique. Chaque homme en effet est invité par notre tradition gréco-chrétienne européenne à une recherche personnelle de vérité - de sa part de vérité - tout en maintenant le souci constant d'adhérer à des valeurs communautaires, c'est-à-dire que cette recherche n'est « personnelle » que parce qu'elle entre en résonance avec une vision commune du monde, ce qui n'est pas un oubli de soi dans le collectif. Le principe de cette adhésion est donc d'assurer que la pluralité des formes personnelles et communautaires de quêtes pour la vérité corresponde à la pluralité des êtres en ce monde en une communion universelle, mais certainement pas en un agrégat universaliste ! La vérité n'étant pas définissable *en dernier lieu à notre propre niveau humain* - par conséquent elle se dérobe perpétuellement lorsque l'on tente de la figer, car n'étant qu'interprétable - l'identité ne peut se définir que conditionnellement. Cette dernière est la forme que prend une résolution commune - une Culture liée à une tradition - face à la responsabilité qu'a une communauté humaine, en un lieu et dans un temps, d'harmoniser la diversité de ses composantes humaines, comme non-humaines, avec une nécessité ontologique : celle de la perpétuelle quête humaine de vérité liée au maintien de l'espérance dans la vie de cette communauté. L'identité en ce cas est la résultante ressortissant de l'émergence et du mouvement des énergies, soit une dynamique, émanant de la diversité humaine sous la contrainte, imposée par la Nature et aussi voulue par l'homme, de cette nécessité sus-nommée au sein de l'interrelation formée par la communauté. *C'est harmoniser la Réalité de l'homme avec un temps et un lieu, c'est-à-dire avec la réalité vécue d'une humanité singulière, une certaine interprétation de la vérité.* C'est tout le contraire d'une identité construite autour de l'imposition d'une certaine forme de gréganisme - nationaliste ou humanitariste universaliste - qui s'apparente bien plus à une parodie de destin commun soumettant chaque homme à un but idéologique, donc inatteignable mais néanmoins annihilant, vecteur du nihilisme moderne. Dans le premier cas, la dynamique vitale émerge du moyen qu'à l'homme de progresser, de s'élever, dans le second, cette dynamique s'essouffle dans le schéma idéologique imposé.

Ce « but » nous ramène à l'individu et à ce qui l'identifie à un autre individu de son espèce : la défense de son strict intérêt dans un monde atomisé. Au nom de ce préjugé, car c'en est un, nul nécessité ne peut apparaître quant au maintien de la diversité culturelle et personnelle au sein de l'humanité, sinon de façon exutoire – le ressentiment dû à la vue provocante de ce qui paraît différent, dans une vision pseudo-communautariste, afin d'intensifier l'atomisation de la société. L'utilitarisme effréné pour lequel on a fondé un monde uniforme et promu à un destin couru d'avance, et le doute insupportable dans lequel s'enfonce la civilisation postmoderne vis-à-vis de la croyance en la toute-puissance de l'intérêt individuel comme moteur de ce monde, pousse désormais l'individu européen à ne plus croire en lui-même et à ses propres capacités du moment, de celles qui pourraient lui faire réagir à l'événement et ainsi lui donner la pleine possibilité de faire l'histoire à nouveau. Il ne peut plus se situer dans une civilisation singulière et devient par là-même flottant, « liquide » comme disait Zigmunt Bauman. En d'autres termes, il se soumet au cours d'une histoire se déversant linéairement entre les rives du cours des présupposés idéologiques du modernisme.

Il ne peut en être de même de la personne enracinée dans une réalité, une civilisation, une certaine forme d'espérance et d'ouverture à la vie, guidée par des mythes intemporels contant sempiternellement et de diverses manières les principes que nous ne saurions négliger sans remettre notre avenir entre les mains d'une dangereuse et obscure destinée : une négation de l'homme réel. Ces expressions mythiques intemporelles sont source de tout enracinement quelque soit la Civilisation qu'elle auront su inspirer. Il ne peut en être de

même de celui pour qui le chemin de l'accomplissement mérite plus les attentions que le but vers une hypothétique perfection humaine, dont seuls les dieux, et l'Art – véritable -, en fournissent une représentation, et qui toujours se dissipera à lui dans le réel à mesure qu'il s'imaginera l'atteindre : l'expérience est ce qui accompagne l'existence sur ce chemin. L'enracinement et l'expérience sont les deux choses qui bâtissent ensemble un monde à la mesure de l'homme, d'un *type d'homme* parce que les leçons et les enseignements tirés de l'histoire, aussi diverses que sont les communautés humaines, donnent forme à ce qu'on appelle les cultures. Les mondes humains, ont été, sont et seront toujours des projections de l'esprit humain, fruits de l'interprétation et des leçons du passé – donc de perspectives - mais autrefois, en des époques où l'homme cherchait encore à exister pleinement *de lui-même*, de ce qu'il était profondément en tant qu'homme tributaire conscient de la vérité intemporelle de l'Ordre du Cosmos, il ne désirait pas faire abstraction des limites du temps ni de tout autre chose parce que, ainsi le ressentait-il intérieurement, ceux-ci sont ses propres conditions de vie en tant qu'éléments de cet Ordre. Il y avait alors un lien subtilement entretenu, et avec une certitude infinie, entre les aspects principaux de son humanité et les éléments ontologiques qui innervent les mondes de leur autorité. Cela suffisait à faire de lui un être de devoir. Il s'inscrivait par conséquent dans une *mission* qui devenait la sienne propre vis-à-vis de sa communauté qui était pour lui la source et en même temps la destination finale de son œuvre – aujourd'hui, nous pourrions dire que c'est, de façon dévoyée, la réussite sociale individuelle et l'argent. Par cela même, l'existence de l'homme ancien était une recherche perpétuelle de perspective faisant du présent un espace de rencontre du passé et de l'avenir, auréolé de l'intemporalité du mythe et des cycles du temps.

Aujourd'hui nous nous appuyons sur une « raison » disproportionnée pour rejeter toute limite pourtant inhérente à notre réalité humaine. Nous avons mis sur pied un système de pensée inventant un monde à notre usage, utile, une vision d'un monde-objet face à des sujets bien incertains et ô combien souvent pathétiques. Ce monde n'est plus celui de la personne enracinée, d'un homme conscient de ses propres limites et de la futilité de prétendre être par soi-même avant de n'avoir pu rencontrer les Autres, mais de l'individu mu par ses seules envies toutes individuelles d'avoir la pleine maîtrise sur un destin « linéarisé », et accumulatif. Il n'y a plus d'ordre cosmique derrière nos jeux, plus de cycles, il n'y a plus qu'un seul temps, linéaire, celui du rythme forcé de la valorisation capitaliste ; il n'y a plus que vaines tentatives de vouloir maîtriser le Monde, dont nous avons fait un objet comme un autre, seulement plus grand et coriace sous les crocs de nos prétentions démesurées.

Chaque personne est pour elle-même une parcelle d'Absolu, et pour le Monde une parcelle d'expression divine. C'est la raison pour laquelle son accomplissement représente à l'égard de la « personnalité » de Dieu - qui n'est pas extérieur à la Création - une nécessité, une sorte d'obligation vis-à-vis du reste de la Création – et par conséquent du reste de la communauté dont est membre inséparable la personne. Les communautés humaines, tout comme la Création en son entier, dont on reconnaît implicitement le droit naturel à l'accomplissement et l'expression dans l'harmonie du Tout cosmique permet simultanément la réalisation et l'élévation de la personne. Entraver cette liberté, car il s'agit là de la seule et véritable liberté, revient à nier la présence de Dieu dans l'Univers, le monde en Dieu et Dieu en chaque partie du monde. Cela revient donc à nier le besoin d'éclairer le Monde de la présence divine comme l'on dirige une lanterne dans le *sens* vers lequel l'on accomplit son chemin – nul croyance là-dedans, seulement la nécessité d'un ordre qui dépasse la seule présence humaine, en d'autres termes : une *certitude*. L'accomplissement est la dynamique qui porte le Monde - l'Univers comme les mondes humains – et la personne possède en elle-

même cette capacité « naturelle » à pouvoir se déployer, à l'image, inversée, de Dieu *par* l'Univers ; c'est en cela que l'éducation a un rôle si fondamental et profond au sein d'une civilisation, comme dans la nôtre en Europe, et qu'il est nécessaire d'élever au rang de priorité pour sa renaissance à venir.

Si l'homme ne prend pas acte de cette nécessité, il n'octroie au monde, par répercussion, qu'une valeur insignifiante, et surtout il ne lui autorise aucun sens – d'où alors la possibilité d'en *exploiter* les ressorts. Le sens que collectivement, en tant que civilisation, nous donnons au monde, à *notre monde*, est lié au sort que nous réservons à la personne, au respect, ou non, de sa *singularité*. De la pluralité des aventures personnelles naît un monde dont les principes, les valeurs, reposent sur la liberté et l'intensité par lesquelles ont pu, et peuvent, s'accomplir ces aventures *en harmonie avec toutes les autres*. La singularité se définit ainsi comme ce qui permet à l'homme de s'affirmer eu égard sa propre personnalité et ses propres capacités tout en appelant les autres hommes à pouvoir en faire de même dans un seul élan communautaire – *la véritable liberté ne peut se déployer que si elle rencontre celle des autres*. La singularité et la liberté ne sont de véritables valeurs qu'à la condition que soit possible une réciprocité entre les personnes au sein des communautés. Chaque être humain devrait pouvoir exprimer son potentiel et ses aspirations, mais il ne le pourra qu'à la condition que les autres puissent également le faire et, par extension du principe de liberté partagée, le soutenir dans l'élaboration de son œuvre de vie. Il devient alors possible de découvrir que la plus grande richesse humaine réside dans cette réciprocité et dans la mutualité qui socialement en découle.

Des singularités qui ont la faculté de pouvoir s'affirmer, s'épanouir autant que faire se peut, portées par l'espérance et la foi en l'avenir et en la capacité des hommes à *devoir* s'élever, cela procède d'une singularité de notre civilisation européenne elle-même qui donne à l'humain une place plus haute et différenciée par rapport au reste de la Création, que n'apporte aucune autre civilisation. Ainsi en est-t-il de la singularité de la civilisation européenne au regard de celles par lesquelles elle se renvoie sa propre image. En vertu de ce principe plurimillénaire, l'Europe est digne de se donner par elle-même en ce troisième millénaire naissant une organisation sociale, politique et spirituelle qui la pousse en avant sur la voie de l'espérance et de la puissance.

L'autonomie personnelle et communautaire

L'homme ne peut être qualifié de personne, c'est-à-dire participer singulièrement à l'édifice commun - ou en d'autres termes être proprement humain -, qu'à partir du moment où il ressent comme faisant profondément *parti* de lui-même cette reconnaissance qu'il doit impérieusement aux communautés dont il est issu et de la part desquelles il peut humainement attendre les soutiens nécessaires à sa propre réalisation. Cette conception quasiment holiste de la personne entre dans ce que Simone Weil appelait, à l'échelle de la communauté, *l'impersonnalité*, par opposition à la personne-individu, la pseudo-personne, dont le fondement est de nier cette éternelle reconnaissance et de s'en délier. Et quels peuvent être ces soutiens apportés à la personne ? L'ensemble de ce qui peut lui permettre de s'affirmer positivement parmi les siens (éducation, savoirs, compassion, justice, entraide, etc) de telle façon qu'elle puisse en toute occasion qui se présente à elle – les événements de la vie tout comme les actes issus de sa propre volonté – introduire concrètement dans la réalité sociale une reconnaissance due par chacun à sa communauté, ce qui s'apparente à la perpétuation d'une pensée traditionnelle basée sur l'appartenance. Paradoxalement, du moins

en apparence, ces « occasions » qui balisent le chemin de vie d'une personne seront aussi autant d'opportunités de pouvoir s'élever par-delà elle-même et ainsi dépasser ses appartenances primitives. En effet, ce dépassement n'est pas une négation pure et simple de ses appartenances, une *tabula rasa*, ce qui serait se nier soi-même et basculer dans l'abstraction ; cela, le « bon sens populaire » le sait intuitivement. Élever un être humain, ce n'est pas le jeter dans les airs d'une humanité abstraite d'où il serait issu en premier lieu, comme de sa prétendue essence. C'est tout au contraire l'accompagner vers son accomplissement et l'affirmation de sa propre personnalité, irréductible à tout autre, mais toujours aussi forcément conditionnée à une *culture* qui le berce depuis son enfance et structure sa vision du monde, et qui fonde par conséquent son humanité. C'est en cela que la personne « dépasse » ses appartenances : par l'*assomption* de l'ensemble de ses identités, telles que définies plus haut, afin d'en faire non seulement le moyen de sa propre réalisation humaine, mais aussi la condition de la pérennité de ses communautés au travers de la notion de reconnaissance et de devoirs. La personne, sur le chemin de son accomplissement, transfigure ses appartenances en les rendant plus fortes et, surtout, en se permettant d'avoir prise sur elles afin de pouvoir les marquer de son empreinte. Oui, c'est en cela qu'elle les « dépasse ».

Mais un tel paradigme ne peut se concevoir que si l'on se réfère à une vision singulière, à un certain idéal au sujet des communautés humaines et de ceux qui en sont membres, idéal qui participe d'une certaine historicité. Faire mention à ce moment d'un « idéal » dont l'existence depuis des temps immémoriaux s'éprouve au travers du sentiment profond de devoir garantir à chaque entité humaine singulière la possibilité d'accéder à son auto-réalisation, c'est pour nous s'attacher à des valeurs qui sont celles de la civilisation européenne : l'homme européen doit vivre par l'esprit de Justice, autant envers lui-même qu'envers les autres, tout en s'appuyant sur ses propres ressources qui lui permettront de dépasser ses appartenances, comme il a été dit plus haut, et d'affirmer sa propre singularité comme étant une pure richesse *culturelle* dédiée à l'ensemble. Cela implique de ne pas faire de la succession d'événements historiques ayant marquée notre civilisation une sempiternelle référence pour nos auto-réalisations, histoire qui est enrichissante d'une certaine façon, mais qui risque si l'on n'y prend garde de nous engluier dans un passé idéalisé et de nous maintenir à une vision progressiste inféconde. Nous devrions nous en tenir principalement à ce qui structure l'âme de cette civilisation et qui est présente en toutes époques au travers des événements qui les ont marqués : une haute vision de l'homme et de ses capacités d'expressions sur le Monde qui en a fait le centre d'une quête singulière pour la vérité. Quant à nos mythes, pour peu que y prenions garde à nouveau, il sont toujours à même de nous rappeler que nous ne saurions nous extraire de notre condition humaine, et de ce qui en a fait toute sa grandeur mais aussi sa contingence.

Le « monde » est toujours un monde fait pour un type d'homme, pour sa grandeur, sa quête, sa volonté, sa survie aussi bien sûr. Il est une réalité faite de relations qui peut en dire long sur nous-mêmes et l'assemblage ordonnée de nos singularités à partir du moment où l'on comprend qu'il ne saurait être identique en tout temps et en tout lieu, pour chaque peuple, chaque Culture. Ce qui implique par conséquent d'avoir conscience de quel type de monde européen nous voudrions profondément, intérieurement, au sein duquel nous pourrions entrevoir pleinement l'épanouissement de *notre* humanité tout en concevant quel type de relations sociales siérait à notre caractère, à notre vision de l'homme en l'époque qui est la nôtre. Mais il ne s'avère possible de le faire que si l'on a les pieds bien ancrés dans notre sol, dans la réalité qui nous fonde et peut être à même de nous élever par-delà la simple appartenance géographique ou ethnique, peut-être jusqu'à la plus haute idée qui

puisse être de l'homme accompli. Cette idée est universelle, intemporelle et contée par les mythes, mais elle n'est aussi en mesure d'être expérimentée qu'à la faveur des multiples Cultures qui s'y abreuvent. Il faut donc que Celles-ci puissent perdurer et évoluer par elles-mêmes, tout comme chaque parcelle d'humanité, communautés et personnes, qui y vivent, qui *en* vivent.

La vie est une recherche de soi-même et de la vérité sur le monde, et il n'est possible de la mener qu'en accédant à une plus ou moins grande part d'autonomie. Celle-ci nous permet en effet d'envisager librement de quels liens nous sommes fait ! Phrase énigmatique ? Seulement si l'on comprend que l'autonomie n'est pas l'indépendance, ni l'autarcie, et malgré ce que l'on en pense de nos jours, qu'elle n'est pas non plus une séparation d'avec les Autres, fort au contraire ! Elle peut se concevoir comme une dialectique entre d'une part ce besoin inhérent en Soi de devoir construire son être parce que nous sommes des êtres mortels qui n'ont qu'un temps limité pour exprimer leur singularité, et d'autre part la nécessité de participer activement aux conditions matérielles, sociales, politiques et spirituelles *déjà-là* de cette autonomie, d'un monde que l'on trouve à notre naissance et qui est la condition première de notre auto-réalisation. L'autonomie s'élabore donc au travers d'un ensemble de relations, d'échanges, dans une tension constante d'interrelations vers une affirmation perpétuelle, donc plus qu'une adaptation : un acte constant de dépassement d'une situation donnée. L'autonomie est une efficience commune conquise face à l'adversité et la fragilité des êtres pris individuellement et qui donne à chacun de ceux-ci la possibilité de pouvoir réaliser pleinement leur personnalité, même si celle-ci semble modeste, en synchronie les unes avec les autres. C'est le passage, comme le mentionnait Simone Weil, de la personnalité vers l'impersonnalité, celle-ci renforçant par répercussion la puissance et la richesse spirituelle de la communauté.

L'auto-réalisation implique une connaissance préalable de soi, une recherche de la vérité qui n'est pas dirigée uniquement vers l'extérieur de soi, mais surtout vers l'intérieur. Connaissance et vérité, renaître au travers de l'assomption de ce que l'on est véritablement, c'est ce qui stimule l'espérance et la puissance, l'équilibre des tensions et l'harmonie par les valeurs. C'est aussi ce qui nous porte vers l'autonomie, vers une maturation et élévation de l'esprit, vers la possibilité de se désenclaver de sa « gangue » tout en restant soi-même, en bref, d'*exister* – *ex*, hors et *stare*, être immobile : *sortir de l'immobilité*. C'est proprement affirmer son identité personnelle, tout en donnant aux identités collectives qui ont nourri les prémises de notre humanité la valeur de repères dans le cheminement de la vie - nous ne saurions partir de rien mais toujours d'un « là ». « Connais-toi toi-même ! », à condition de pouvoir en permanence se ressourcer à ce qui alimente notre besoin de nous enraciner dans une réalité rassurante : nos communautés d'origine et les valeurs qu'elles transmettent.

La vérité ou, plus exactement, son interprétation véhiculée par la tradition européenne est unique, mais diverse la façon de l'aborder selon les personnes et les communautés. Ce sont donc des « interprétations de l'Interprétation ». Et tant que cette diversité existe, existera aussi l'espérance d'approcher toujours plus de la vérité, pas à pas, munis de notre propre vision du monde. Ainsi armés, nous pouvons avancer sur le chemin de nos accomplissement personnelles, de notre autonomie, tout en enrichissant nos communautés de nos expériences et de nos diversités. En se découvrant soi-même, l'on découvre l'autre, le prochain, ceux de sa race, de son métier, de sa patrie, de sa commune, puis l'on peut alors partir à la découverte du lointain, l'aborder en toute confiance, de soi-même et de ses propres capacités.

Comme nous l'avons dit plus haut, la quête d'autonomie est une dialectique : nos communautés sont les soutiens nécessaires, les sources de nos espérances, les causes

immobiles de nos engagements, tandis que ces derniers représentent des sauts dans l'inconnu qui sont autant d'espoirs vers une élévation de nos âmes. La liberté, lorsqu'elle n'est pas dévoyée, s'alimente de ce besoin irrésistible de dépasser les immobilismes inhérents à ce qui existe depuis fort longtemps, à ce que les hommes ont fondée depuis les temps immémoriaux. Mais elle ne peut le faire qu'en sachant très bien qu'il lui faut pourtant s'y appuyer, s'y inspirer afin de, non pas engendrer le même, mais quelque chose de toujours supérieur, quand bien même cela ne serait que faux-pas. Ce « quelque chose » se doit néanmoins de reconnaître les limites de l'existence, de naviguer vers le lointain sans pour autant quitter des yeux la lumière du phare.

Les communautés ont besoin de vivre par elle-même, en toute autonomie, fidèles à leurs valeurs et respectueuses de ce qu'elle reconnaissent humblement comme étant leurs limites naturelles et humaines. Et elles ne peuvent construire cette autonomie que si elles permettent à leurs membres d'accéder eux-mêmes à une part la plus large possible d'autonomie et d'auto-évaluation. Ce qui implique une responsabilité envers elles de la part de leurs membres, et inversement de la part des communautés à leur égard. Tout ceci va évidemment à l'encontre, radicalement, des tendances actuelles au sein de notre monde individualiste. C'est que les hommes y sont sensés être hommes en eux-mêmes dès leur naissance, en ne considérant pour s'en faire une idée qu'une supposée essence supra-naturelle au nom de laquelle on l'affuble aussitôt apparut d'une panoplie de droits abstraits, et en niant les attaches et relations intimes communautaires qui pourtant *les a construits patiemment en tant que tels*. Nul ne saurait être vierge de dettes envers ses prédécesseurs ! Nous leur devons notre humanité, quelque soit la forme culturelle qui l'a fait éclore.

L'autonomie, comme beaucoup de concepts de nos jours, est bien mal comprise par nos contemporains. On la confond avec l'indépendance, une séparation d'avec une société qui devient par le fait comme positionnée face à nous, utile ou nuisible, c'est selon... Or, l'autonomie est cette aptitude à trouver à partir de soi dans son environnement propre les conditions de sa perpétuation et de sa croissance. Elle requiert par conséquent une interdépendance entre les divers éléments « habitant » un espace donné que l'on fait *sien*, parce que ces « éléments » sont reconnus comme *nôtres*. Pour qu'une recherche d'autonomie s'avère réelle et effective, il est indispensable qu'il y ait une continuité entre les éléments de cet espace, liés par des relations d'interdépendance et le temps, et par une conservation des liens et une révolution des instincts. Ce qu'il est important d'admettre, c'est donc qu'elle implique deux attitudes qui semblent non sans raison antinomiques, mais qui peuvent aussi paraître par certains égards complémentaires : d'une part le besoin de maintenir l'acquis, c'est-à-dire l'instinct féminin de conservation, de compassion, de soin, de statisme, et d'autre part le désir viril de conquête, de victoires, d'extension, d'adaptation aux défis lancés par de nouvelles conditions de vie. C'est en cela que l'autonomie, ou du moins sa recherche perpétuelle, est une tension dialectique.

L'autonomie est un idéal reposant sur le principe de liberté. La personne qui se construit, qui s'émancipe par la même occasion des lourdeurs de la tradition, trouve en elle-même - à condition d'avoir reçu une éducation le lui permettant - des ressorts singuliers, des aptitudes particulières, qui lui fournissent maintes opportunités de pouvoir s'affirmer et se détacher de la collectivité. En cela, elle se libère. Mais, en se libérant, elle s'attache simultanément d'une autre manière à ses communautés, par le biais de la place qu'elle y trouve parce que c'est celle qui lui est reconnue *en toute justice*, et qui donc lui correspond *justement*. Il s'agit là d'une reconnaissance de ses pairs qui lui est à un moment donné indispensable pour l'accomplissement de son humanité afin de se voir garantir son statut et sa liberté conquise. L'autonomie est une quête de liberté et de vérité. Elle invite à

constamment s'engager sur la voie solaire de l'élévation de soi et de l'affirmation de son être, de la conquête tant spirituelle que matérielle ou morale, tout en défendant ce qui fonde et perpétue par son pouvoir régénérateur cette quête : la tradition, la Culture communautaire.

Donc, comme on l'a vu, si l'autonomie de la personne semble être un détachement, celui-ci ne peut être qu'apparent car cette autonomie ne trouve de dynamique que dans les communautés qui l'incitent à s'accomplir au niveau personnel pour leur propre avenir, pour leur propre autonomie. Une séparation telle qu'on l'entend dans notre époque individualiste et décadente, une séparation qui est une véritable coupure d'avec les conditions même de l'humanité, n'est qu'illusion dans la mesure où l'homme séparé, aérien, *identique*, prototype du Même, est une foutaise inventée par des idéologies qui ont pensé que celui-ci n'était avide que de ses intérêts égoïstes. Or, c'est bien à toute autre chose à laquelle songe l'homme en marche vers son *avenir* – et non son *futur*, d'ors et déjà tracé par l'idéologie humanitariste et mondialiste pour un monde indifférencié d'individus indifférenciés et asexués-, quelque chose pour laquelle il serait prêt à donner sa vie en dernier ressort : son honneur, qui soumet sa vertu à l'épreuve.

La tendance naturelle des communautés vers l'autonomie, d'autant plus lorsqu'elle est contrariée par des assauts extérieurs, se conjugue donc nécessairement avec un ordonnancement des facultés qui la composent. La culture dite « populaire » est un vaste tableau représentant au moyen d'une palette d'expressions diverses et variées la façon traditionnelle de répartir les rôles et compétences, un ordre nécessaire dans une société humaine dont la tendance n'est que de s'humaniser toujours plus, donc devenir plus forte et sereine.

Diversité et inégalité : les deux mamelles de la justice

La diversité du caractère humain, qu'on la considère sous l'angle de la personne ou sous celui de ses communautés d'appartenance - la diversité culturelle - est un facteur qui doit être considéré comme la seule réalité sociale, issue de la vie des hommes de par la multiplicité de leur type de relations à l'Autre et à la Nature, qui vaille d'un point de vue de la possibilité d'une extension de l'autonomie et de l'affirmation de l'être. À cet égard, nous pouvons affirmer qu'il en va tout autrement au sein de la société libérale mercantile par exemple. En effet, dans cette société, actuelle et excessivement consumériste, la nette tendance est de niveler toutes différences afin d'accroître la possibilité pour les marchés mondialisés de pénétrer l'ensemble des territoires renfermant des consommateurs potentiels – à l'aide de tous moyens à la disposition des oligarchies, soit militaires, propagandistes, financiers, policiers, publicitaires, etc... – (ceux qui ne sont pas solvables n'étant alors soumis qu'au pillage de leurs ressources). Or, dans une toute autre optique, qui est celle d'une élévation spirituelle de l'homme dans le but d'établir une véritable justice respectant les différences de points de vue, de vertus, d'habiletés, d'expressions culturelles, le fait même de la diversité humaine avec toutes ses conséquences est la condition *sine qua non* sur laquelle fonder une Culture plus haute, plus *humaine*. Nous nous devons d'insister ici sur le fait qu'une interprétation singulière du progrès non linéaire, qui peut être vue telle une perpétuelle aventure humaine contre l'arbitraire agissant comme un éternel recommencement, et de l'idéal sur la nature de l'homme, qui se nourrit du désir de lui assurer des droits imprescriptibles mais néanmoins en vertu de sa participation au Tout, dépendent du caractère singulier de la civilisation au sein de laquelle elle furent culturellement élaborée au fil du temps – la *Kultur* - ; en ce qui nous concerne, il s'agit bien

d'une vision européenne qui est la nôtre. Ces notions de progrès et d'idéal humains parcourent l'ensemble des humanités de la planète Terre, mais ici en Europe elles ont pris une teinte particulière, européenne. La diversité humaine qui est à leur origine s'y est en quelque sorte approfondie, elle s'y est exprimée plus intensément et plus violemment qu'ailleurs dans l'évolution de notre sentiment de justice.

Le déploiement d'énergie qui est à même de pouvoir jaillir de la « base », de l'entrelacement des diverses singularités composant le monde humain qui se valorisent mutuellement, en intégrant la faculté de donner à la notion de progrès un sens aléatoire, non prédestiné mais pourtant idéalisé, résulte directement d'un ordre fédérateur organisant les forces sociales horizontalement et verticalement. C'est ici que nous pouvons faire pleinement mention d'une certaine vision de la Justice, dont le sens aujourd'hui est lié à la soumission aux préjugés sur l'homme, établis depuis près de trois cent ans par des idéologies qui se sont éloignées du monde sensible, réel. *A contrario* du sens moderne qui lui est donné, la Justice se rapporte bien plutôt au *bon ordre*, à la possibilité donnée à chacun de trouver sa place au sein de communautés humaines interdépendantes. De cette condition découle une plus forte probabilité de définir le *Bien commun* : la dialectique entre le particulier et le collectif dans le sens d'un progrès *désiré, et non envié*, se rapportant à la possibilité toujours ouverte d'une plus grande conscience envers les conditions héroïques de l'Ordre humain. Le véritable progrès n'est pas une sorte de fatalité historique, un amoncellement linéaire perpétuel de capacités techniques et de codes moraux, mais il est issu du développement chaotique des diverses singularités humaines qu'il s'agit, par la Justice, de mettre en ordre.

Pour ce faire, il est indispensable de prendre conscience de la nécessité d'une hiérarchisation des valeurs au sein de la diversité humaine simultanément à la reconnaissance implicite que tout repose en fait sur cette diversité. La diversité des personnes et de leurs capacités au sein des communautés, familiales, professionnelles, militantes ou autres, tout comme nous pourrions le dire de la diversité des communes, des provinces et des nations au sein de l'Europe, œuvrent à une plus forte possibilité d'intégration des différences, dans la mesure des règles communes, et à une plus grande puissance d'adaptation et d'efficacité de la base vers le haut de toute l'organisation sociale. La hiérarchisation part du principe qu'avec l'accroissement des qualités, croissent aussi les devoirs – c'est-à-dire tout l'inverse de ce qui se passe aujourd'hui – et qu'ainsi les communautés et l'organisation pyramidale dans laquelle elles s'intègrent, comme nous le verrons plus bas, s'harmonisent au nom de la Justice. Un ordre social fondé sur les devoirs envers les êtres humains repose sur l'exemplarité des élites, celles-ci ayant la charge de personnifier plus intensément que les autres l'Ordre cosmique qui n'aurait pu être, selon les mythes, sans que chacun n'assume pleinement sa juste place, hommes comme dieux, dans le respect dû les uns envers les autres, non sans quelques facéties toutefois...

Une telle vision des choses ne fait évidemment pas abstraction de l'inégalité fondamentale entre les êtres humains puisqu'elle en est au fondement. C'est d'ailleurs sur elle que repose une autre conception de la justice comme on a commencé à le voir, une conception qui fait référence à la réalité humaine sensible, et qui s'efforce de donner à chaque personne la place et le rang qui lui est dû pour une harmonie de l'ensemble. Cette Justice s'articule autour du *respect*, et n'ambitionne pas de faire de chacun plus ou autre qu'il ne pourrait être, une sorte d'être idéalement conçu pour une raison absolutiste qui a cherché, et fabriqué de toute pièce, des individus en adéquation à ces rêves qui s'auto-entretiennent dans l'extension du Marché. En outre, une telle démarche va dans le sens d'un accroissement de l'efficacité et de la motivation, tant dans le domaine politique - à la condition que l'on en

donne une toute autre définition que celle qu'il a pris de nos jours soit la politique politicienne des partis et d'une pseudo-démocratie - qu'économique ou moral. Il y a des personnes dont les aptitudes ne permettent pas de grandes élaborations théoriques ni ne comportent de fortes possibilités d'intégration des données d'une réalité plus ou moins vaste et complexe. Ceux-là n'en sont pas pour autant à mépriser comme a tendance à le faire l'esprit bourgeois. En redonnant toute sa place, son honneur, au travail manuel, et en organisant une saine hiérarchie en son sein et en fonction de chaque métier, il devient alors possible d'éprouver de la part de la personne un sentiment de satisfaction morale dans la mesure où elle entrevoit une perspective de reconnaissance de la part de la communauté qui l'a élevé à sa façon à son humanité, mais pas seulement. En effet, il ne s'agit pas ici de vouloir reclouonner la personne dans le cadre strict de sa communauté d'appartenance. Comme il a été dit plus haut, la finalité d'une personne accomplie est de dépasser d'une certaine manière ses appartenances, aussi bien familiales que professionnelles, tout en acquérant la conscience d'une dette morale envers celles-ci, d'un fort sentiment de filiation et d'héritage. Ou tout simplement, l'accomplissement doit trouver sa juste place dans un cadre plus général que celui de la communauté de base : au niveau de la commune jusqu'à la Communauté des communautés, l'Europe. L'accomplissement ne peut être tel qu'à partir du moment où il devient *social*. Il ne repose pas principalement sur l'utilité, élément essentiel d'une exploitation marchande des capacités diverses dans la société capitaliste – sous la forme par exemple de la « force de travail » -, mais sur le *respect* : respect des valeurs, respect des mérites – mérite : « avoir le pouvoir de », « avoir une valeur » selon le sens que l'on prêtait à ce mot au Moyen Âge. Nous sommes par conséquent bien au-delà, si ce n'est en opposition d'une certaine manière, à la logique d'une pseudo-reconnaissance au travers du salaire et de l'augmentation du « pouvoir » d'achat.

Nous pouvons par conséquent ajouter qu'une telle conception peut s'appliquer entre les métiers eux-mêmes - certains se trouvant aujourd'hui *dévalorisés* par la dynamique d'auto-accumulation du Capital - dont les différents rôles pourraient alors se voir honorer d'une reconnaissance et d'un respect plus globale au sein des communes et des régions ou provinces. L'œuvre de tel ou tel au sein de l'entité communautaire supérieure aurait alors tout son sens du point de vue du *Bien commun*, par commencer dans les communes. En établissant une justice sociale qui donne une valeur non utilitariste, comme mentionné plus haut, à l'action de chaque personne ou métier, même pour ceux qui sont perçus de nos jours comme étant inférieurs, obsolètes ou non rentables – ce qui est souvent une vue de l'esprit moderniste -, il devient alors véritablement possible d'accorder le particulier au commun et de rebâtir une socialité harmonieuse. Selon un tel principe, il n'y aurait plus que des différences, de capacités, d'expériences ou de volonté, mais non point d'égards. La hiérarchie prend alors une toute autre tournure que celle qui ordonne selon des principes reposant sur l'exploitation pure et simple et le mépris des « perdants ». Dans une optique socialiste, la hiérarchie s'associe *justement* avec l'inégalité car elle ordonne selon les devoirs, ceux-ci croissant au fur et à mesure de l'ascension dans l'échelle des compétences et des responsabilités. Quel que soit le type d'actions réalisées au sein des communautés, il appartient effectivement aux personnes, à l'issue de leur élévation au sein de la hiérarchie « naturelle », de se voir honorés de plus amples devoirs vis-à-vis de ceux qui se trouvent aux rangs inférieurs. Ceci ne devra pas être perçu comme contraintes affligeante, mais comme prestige acquis par l'expérience et l'aisance à la tâche pour le service de la grandeur de la communauté.

Ce qui s'applique à la différence existant entre les corps de métiers, liée à la considération qui leur est accordée de prime abord, peut s'appliquer aussi par exemple aux

quartiers au sein des communes, permettant par là-même d'évacuer la vindicte actuelle de la « bien-pensance » au sujet d'un « populisme » forcément irrationnel et intolérant sévissant - selon la classe néo-bourgeoise - dans les quartiers dits « populaires ». Le principe qui préside à une fédération organique de communautés est que chaque singularité puisse s'exprimer et se confronter aux autres dans une recherche perpétuelle d'équilibre et de définition du sens commun à donner à ce que l'on fonde ensemble. Cet équilibre est bien sûr à rechercher eu égard la réalité vécue par chacune des communautés, par leur environnement immédiat et le réel qu'elles affrontent quotidiennement, en leur sein et par rapport aux autres. Le lien que l'on peut en faire avec la recherche permanente de la vérité n'en devient que plus évident. Si certaines certitudes sur la nature humaine sont dictées par la tradition au travers des mythes immémoriaux que nous aurons à redécouvrir impérativement, elles doivent être à l'origine de principes que nous aurons à faire évoluer en fonction des situations rencontrées par les différentes communautés, leur interrelation et leur interdépendance au sein des Nations et de l'Europe toute entière. Ce qui signifie que chacune devra être considérée en fonction de la juste place qu'elle se doit d'occuper dans l'ensemble, et non de jugements tendant à exclure pour des raisons liées à une certaine interprétation du prestige et à une « réussite sociale » pédante.

L'inégalité n'est donc pas un facteur de ségrégation, d'irrespect ou de mépris, de discrimination, dans une société dont les principes reposent sur l'harmonie entre les différentes singularités humaines. La séparation ne se situe pas entre certains membres de la communauté et les autres, ou entre certaines communautés, telle une pseudo-indépendance imposée *de facto* par le rejet, et d'après une évaluation discriminatoire. Certaines expériences passées ont failli et il ne serait utile de s'en référer que pour en tirer les conclusions qui s'imposent : au-delà de la nécessité de hiérarchiser selon la diversité humaine, il apparaît comme d'une toute autre obligation, d'un autre niveau mais supérieur, de tenir compte de cette diversité dans la bonne marche de l'ensemble, dans une haute vision, mais pour autant réaliste, du *Bien commun*. C'est ce devoir humaniste - mais non humanitariste ! - qui émane de nos valeurs en Europe depuis la Grèce antique, qui est un fait constant depuis des multitudes de générations et qui dirige nos âmes vers un désir d'humanité toujours plus forte, une Culture plus illustre.

Mais, comme nous l'avons déjà noté plus haut, il faut bien se garder de considérer ce principe de *devoir* typique de notre culture européenne et base de la Justice, comme produit d'un quelconque utilitarisme vouant l'humanité à un strict productivisme de « bien-être » matériel dû à une « humanité » abstraite et déracinée dont le but ultime serait en dernier lieu de sortir de l'histoire : accomplissement d'une eschatologie d'origine étrangère dictée à partir de l'époque moderne par une utopie libérale uniformisant cette « humanité » dans le but suprême d'une « fin de l'histoire » et d'un supposé bonheur universel – rêves universalistes s'il en est ! Nul n'est plus insensé que de considérer le destin de l'humanité comme étant idéalement le fruit d'une volonté humaine en parfait accord avec un enseignement idéologique du Salut. N'oublions pas que l'idéologie libérale est la continuatrice d'une certaine forme de théologie réformatrice ayant abouti à l'expansion absolue de la césure sujet-objet. En tout cas, cette vision passe à côté du véritable sens de la transcendance et n'évoque au fond, à notre niveau et sous les injonctions du dogme infra-humain – et non supra-humain –, qu'une forme de matérialité immanente en laquelle se débattrait toute vie pour son Salut. Nous ne nous intéresserions qu'au chaudron divin *Undry* et non au dieu Dagda qui donne une toute autre nature à sa divine cuisson que la production indéfini d'êtres qui peupleront les mondes d'en-bas. Pour grand pourvoyeur de vie qu'Il est au travers de ses dons de résurrection et de Maître de la Roue cosmique, Il est aussi le possesseur de la harpe

magique *Uaithne*, Harmonie ! Cette harmonie, dont on se doute qu'elle ne soit pleinement réalisable en ce bas-monde, est en réalité une quête incessante tendue vers la vérité et la perfection en accord avec l'Ordre du Cosmos. C'est une conscience envers l'Être qui pour être dans le Monde dans sa plus infime parcelle, et le Monde lui-même dans son entièreté, n'en est pas moins différent du Monde car Supérieur à Lui. Nous évoquons ici bien sûr une pensée *panenthéiste* – et non panthéiste - qui est la nôtre dans notre quête spirituelle, et par suite, politique.

Par conséquent, après avoir déniché les conditions d'une véritable Justice, serait-il souhaitable de préciser d'où elle devrait émaner au sein de la société humaine. Eh bien ce lieu est l'ensemble de la Communauté des communautés elle-même, l'interdépendance horizontale et verticale qui se nourrit de la diversité des personnes et communautés, celle-ci étant la garante de cet entrelacement de liens intimes qui ordonne la multiplicité des expressions vitales. Elle ne se déverse pas d'une hauteur imaginaire, d'utopies désincarnées, sur le monde comme un flot de « vérités » par rapport auxquelles il nous faudrait régler autoritairement le monde humain. Les utopies « libérales » des Lumières portaient en elles *forcément* cet autoritarisme, contrairement à ce qui est admis en leur nom, car elles se sont efforcées d'imposer une vision sur l'homme et une organisation correspondante, au nom de la « liberté », uniquement utilitaristes et contractuelles, donc individualistes. La Justice doit être la dynamique du monde, diffusée dans, et par toutes les strates de la Communauté des communautés, et mue par l'idée *universelle* du *Bien commun* qui s'est inscrite dans nos valeurs européennes depuis plus de deux milles cinq cent ans.

Le lieu et les enjeux de l'autorité

S'il peut paraître indispensable au sein d'une Communauté de communautés dite « organique », ou fédéraliste, qu'elle soit innervée de l'esprit de Justice afin d'en tirer la force nécessaire à sa propre perpétuation, cela ne se peut que dans la mesure où l'autorité est présente à chacune de ses strates et organes la constituant. Nous ne pensons pas en effet que la Justice puisse apparaître spontanément à la suite de l'avènement d'une situation révolutionnaire, mais que l'esprit de Justice, l'étendue de son influence en faveur de l'harmonie sociale, après une très longue période de dénis et puis d'oubli de l'ordre traditionnel, devra être diffusée intentionnellement dans le corps social en suivant un processus visant à re-légitimer l'autorité à tous les niveaux organiques en cours de reconstruction. La douce croyance en la spontanéité n'est qu'un délire post-soixantuitard se prétendant « révolutionnaire » et qui hante la tendance gauchiste libéral-libertaire postmoderne, mais qui ne s'assoit que sur une forme de « justice » axée uniquement sur des droits définis selon l'essence supposées de l'homme indifférencié et prenant prétexte des « minorités » pour imposer ses présupposées idéologiques. Pour la Justice il faut un garant, d'autant plus lorsque l'on y fait référence en une époque, telle la nôtre, où la notion même d'une justice enracinée dans la réalité humaine et sociale y est devenue incomprise parce que nous envisageons les droits bien avant que de considérer les devoirs. L'enjeu y est trop important aujourd'hui pour laisser une telle révolution s'opérer sans que des garanties y soient apposées. Et ce qui est en jeu, c'est de pouvoir garantir le mérite dû à chacun, et le respect de son être, en une époque décadente où l'homme se perd à s'interroger sur lui-même et le sens de sa vie.

L'autorité, ré-instaurée selon la nécessité du processus révolutionnaire-conservateur, c'est-à-dire selon le besoin exprimé immanquablement par la base sociale en mutation, est

justement ce qui doit apporter la garantie aux hommes et à leurs communautés qu'il leur sera toujours possible de réaliser leur auto-accomplissement, d'accéder à la réalisation d'eux-mêmes eu égard les nécessités et leurs désirs liés au cours chaotique de la vie. L'homme ne se suffit pas à lui-même, les communautés de base non plus, parce qu'ils sont ontologiquement incomplets. Il leur est donc indispensable de partager, d'échanger, de coopérer, de s'entre-aider, de s'affronter aussi, dans le but de se perpétuer et d'approfondir leur être. Mais l'ensemble de ces actions ne peuvent parfois non plus suffire pour mener à bien certains buts que l'on se fixe au-delà du quotidien, au-delà du cours sans heurts de la vie, alimentés par des ambitions extra-ordinaires. Et cela est d'autant plus vrai lorsqu'il s'agit par exemple de jeunes personnes n'ayant en eux ni le savoir et l'expérience requises, ni même une vision claire sur les objectifs qui seraient les leurs en fonction de leur personnalité et aptitudes, mais qui ressentent tout à coup le besoin irrésistible d'élever leur vision vers des hauteurs soudaines. Il existe pratiquement et quasi nécessairement pour tout acteur de la société un point d'achoppement en un temps donné de sa vie en lequel il se mettrait volontiers sous les auspices d'une plus haute instance, en d'autres termes, un tremplin. Nous avons tous besoin à un moment ou à un autre de soutiens et d'encadrement qui nous permettent de palier à ce que nos propres forces ne sauraient fournir. Et nous nous référons en cela à la simple constatation depuis l'origine de l'humanité que l'homme, outre le fait qu'il soit limité physiquement et psychiquement, a toutes les peines du monde à s'imposer par lui-même des limites à son action sans qu'il ne soit nécessaire d'en appeler à une entité supérieure, et ce bien souvent vis-à-vis des autres, comme de soi-même.

L'autorité est cette entité supérieure qui à tous les niveaux de la société devrait se prodiguer pour la Justice et en garantir l'esprit et la pratique au sein des communautés. Du chef de famille à l'État, l'autorité a pour fonction de commander, de dicter la conduite de l'ensemble lorsqu'il s'avère indispensable de faire appel à elle, c'est-à-dire lorsque les membres de la communauté en question ne peuvent plus trouver en eux-mêmes ni les moyens ni la volonté nécessaire afin de parer aux infortunes, aux inconséquences et aux excès. Par sa simple présence, elle a en outre le devoir d'apporter de la cohérence au tout, d'en conserver le *sens commun* et ainsi d'être ce par quoi peut s'opérer la transmission des valeurs spécifiques à un groupe humain – c'est-à-dire permettre de dépasser spirituellement l'aspect utilitaire d'un tel groupement. L'autorité se doit par conséquent de pouvoir fournir une force supérieure à la somme de celles composant la communauté, en combinant deux éléments : d'une part, l'apport de l'expérience acquise par les générations passées maintenue vivante et concentrée par les élites en chacune des cellules communautaires et, d'autre part, l'irradiation dont peut faire preuve un centre en lequel est contenu comme dans un écrin la conviction, l'espérance, d'hommes assemblées depuis l'origine pour leur propre élévation d'esprit. L'autorité n'est pas effectivement à confondre avec l'autoritarisme, chose somme toute fort courante de nos jours, parallèlement et paradoxalement, du moins en apparence, avec le laxisme hérité du projet libéral-libertaire porté à ses conséquences. Là où ne se rencontre plus aucune autorité, ne peut alors fleurir comme du pissenlit que son travestissement tout comme le contraire de celui-ci, tous deux issus d'une notion dévoyée de la liberté.

Autorité découle du latin *auctoritas*. Ce mot est constitué de *auctor* et du suffixe *itas*. *Auctor* est formé à partir du radical de *auctum*. Celui-ci est un supin de *aogeo*, infinitif *augere* qui signifie accroître, faire croître, augmenter, développer, exalter, etc. et que l'on peut rapprocher, si l'on en croit le dictionnaire latin de Lewis et Short, de *vigeo*, être plein de force. L'*auctor* en latin est celui par lequel viennent les choses, l'auteur, le créateur, le Père d'une race, et donc celui qui protège, qui conseille, approuve et sanctionne. Il y a donc l'idée

de primordialité dans l'*auctoritas* et dans le concept d'autorité qui en découle : le côté primordial de l'*auctor* en fait un modèle et un garant pour la constitution d'une communauté humaine, d'une institution, d'un clan ou autre, il en est à l'origine et en maintient la dynamique. L'autorité est donc ce à partir de quoi, et sous l'égide de quoi, se développe dans toutes ses potentialités le devenir contenu dans une personne ou une communauté.

L'autorité n'est donc en rien quelque chose de figée comme un principe immuable qui contraindrait les hommes sous sa coupe à devoir s'y plier absolument sans aucune possibilité d'ouverture et d'évolution. Cette interprétation oublie tout simplement que tout principe primordial, malgré qu'il définisse d'une certaine façon l'angle de vue par lequel on s'astreint à viser l'avenir, implique que ceux qui y sont ou s'y sont soumis en tant qu'héritiers et fidèles, sont aussi ceux par qui ce principe sera ré-interprété en fonction de leurs besoins, de leur réalité du moment. Une création engendre une dynamique d'interprétations, et non la continuité d'une seule interprétation, en ce cas tyrannique. Or, c'est bien cet improbable côté tyrannique qui a été retenu, voire instrumentalisée, dans la langue vulgaire moderne. L'autorité y a été transformée en repoussoir ou en objet de culte, mais du coup ce concept a perdu ce qui en faisait un principe de vie.

Car l'autorité est bien un principe de vie. Ce concept s'imbrique en effet dans une certaine vision de l'homme qui fait de celui-ci l'ultime incarnation en ce monde du Principe vital, ou, comme l'a nommé Nietzsche, de la Volonté vers la Puissance. Et ce Principe vital, parce qu'il est immanent au monde et donc à l'homme en tant que plus haute expression potentielle de Sa conscience, implique en *Lui-même* la présence d'une pulsion vers l'auto-réalisation de ses « sujets », des êtres qui sont en fait des *devenir*. Et parce que nous avons la possibilité de reconnaître en nous ce statut dynamique et que le processus d'élaboration de la civilisation peut en ce cas se concevoir à partir d'un impératif d'harmonie avec le Cosmos et d'évolution par rapport aux défis que nous nous lançons à nous-mêmes, nous nous sommes depuis la nuit des temps appuyés sur des concepts contenant simultanément une référence à ce qui paraît immuable et le devoir paradoxal d'œuvrer afin de faire évoluer cette « référence », d'aller en quelque sorte à son encontre. Il y a donc en tant que telle une double tendance, générant une tension, et affirmant d'un côté la nécessité de se référer et de se soumettre à une entité créatrice, un *auctor*, initiateur de ce par rapport à quoi nous interprétons et transformons le monde (clan, famille, civilisation, groupe social se distinguant par ses compétences, etc.), et d'un autre côté le devoir de faire évoluer l'interprétation que nous avons de cette référence en fonction de facteurs liés à la dynamique de transformation propre à n'importe quelle instance dans laquelle se situe l'humain. Nous avons déjà rencontré cette interprétation du dépassement au sujet de l'élévation de la personne, de son accomplissement ; dépassement qui ne saurait nier ou faire abstraction de l'enracinement dans sa réalité humaine originelle.

Pourtant, l'autorité n'est pas en elle-même cette entité créatrice, cette origine plus ou moins mythique, mais une puissance qui semble en émerger et qui se transmet de génération en génération au travers nos visions particulières du monde et nos actes ritualisés. Elle n'est pas en d'autres termes un bloc monolithe, rigide et inébranlable, mais une voix située dans les origines et pouvant, devant même, s'accorder avec la symphonie de chaque âge, avec la façon dont chaque ensemble équilibré d'humains trouve à s'harmoniser avec le Cosmos. Elle implique une force, et une redéfinition perpétuelle de cette force.

L'autorité est tel un axe qui relie les hommes entre eux, et ceux-ci à la source de leur tradition. Elle est ce lieu quasi sacré d'où émane l'espérance en la perfection et l'élévation des hommes. Elle est à même de produire envers l'expectative qu'ont les hommes pour leur propre accomplissement - dans un monde sain, cela s'entend - un ordre, une voie de

réalisation maintes fois pratiquée et enrichit par la vie et l'œuvre des générations passées. Elle ne saurait donc être confiée aux premiers venus. Chaque communauté aura à reconnaître parmi elle ses meilleurs et plus expérimentés éléments afin d'assurer cette mission. Leur présence suffira alors à donner à l'ensemble de la cohésion et de l'assurance pour l'affirmation possible de chacun. Tout comme les vins, c'est ainsi que l'on se doit de pratiquer l'élevage des hommes : en cultivant silencieusement le terrain de la vie personnelle et commune afin d'en tirer les plus grandes qualités par l'âge et la raison.

L'autorité est donc à la tête de chacune des communautés sociales, ce au travers de quoi celles-ci trouvent une cohésion et une protection assez efficace afin de faire perdurer en son sein une synergies entre ses membres et un sens à leurs actions. Elle représente pour ceux-ci un *moyen* et une *nécessité* du fait de leur insuffisance ontologique. Son rôle n'est donc pas d'être omniprésente, se mêlant de ce que chacun peut accomplir seul ou en coopération sur le même plan, mais de palier à cette insuffisance en organisant et en permettant que se perpétuent l'espace et le temps en lesquels se jouent toutes les actions quotidiennes. L'autorité a un rôle « secondaire » vis-à-vis des membres de la communauté, un recours vers lequel l'on peut tendre à tout moment ou faire appel, tout en étant pourtant l'axe autour duquel tourne toute vie sociale dans un ensemble donné, plus ou moins restreint. Elle est ce qui relie la tradition, le « lieu » intemporel au sein duquel se conserve intact l'expression sacrée de l'Ordre dynamique du Cosmos en l'Homme, avec le *sens commun* défini singulièrement par chaque communauté – en d'autres termes, l'ordre d'une communauté doit s'intégrer le plus harmonieusement possible dans l'Ordre du Monde. L'autorité est donc un lien entre l'homme et le Cosmos. La façon dont elle s'incarnera dépendra de l'importance que nous aurons su lui donner ; à cet égard, il semble évident que les personnes ayant fait preuve de compétences au-delà du commun et/ou d'expériences leur ayant permis d'acquérir une certaine sagesse parmi les leurs seront ceux, ou celles, à qui il nous faudra prêter collectivement une attention particulière afin de leur confier, *par l'élection*, ce rôle qu'il leur faudra honorer avec vaillance et fidélité. Comme il a déjà été dit en effet, assumer des responsabilités au sein d'une communauté socialiste organique, c'est assumer par là-même les devoirs qui en sont inhérents plus que des droits, et ainsi accepter la part de sacrifice qui en incombe et qui en accroît le prestige.

L'enjeu en réalité pour l'autorité au sein d'une communauté est, en complément de ce qui a pu être dit plus haut, d'insuffler la vie politique en celle-ci. Lorsque nous parlons ici de politique, nous ne faisons évidemment pas mention à la tartuferie actuelle qui passe pour en honorer le nom : la vie politicienne concernant surtout ceux qui ont osé réaliser un véritable hold-up sur nos vies au bénéfice d'un ultra-libéralisme des monopoles et autres oligarques. La politique est un *art*, celui qui sait mettre en œuvre et ordonner les expressions des diverses volontés des personnes prenant part à la vie de l'Agora dans chacune des communautés. La politique est l'autorisation en même temps que la limite : chaque avis, chaque intention se doit de pouvoir s'exprimer, mais à un certain moment il s'avère nécessaire de trancher. C'est à ce moment que l'autorité affirme le plus clairement sa présence, une présence indispensable à l'harmonie de l'ensemble ; ce qui témoigne d'autant plus du rôle incontournable qu'elle a en permanence vis-à-vis de toute construction sociale communautaire quant à la faculté de lui donner une certaine pérennité. Il faut du temps pour construire une autorité, et ceux qui auront la charge d'en assumer le rôle, de la base au sommet de la pyramide hiérarchique, devront être reconnus les premiers, sans doute d'ors et déjà...

Les poupées russes de la subsidiarité

La politique, au vrai sens du terme, c'est-à-dire en tant qu'action participative centrale incluant le plus grand nombre d'acteurs et animée au travers des diverses formes de démocratie directe, peut être perçue avec raison comme ce qui permet la consécration de l'autonomie dans la mesure où elle est en premier lieu, bien sûr, la condition d'existence de cette dernière et, plus précisément, l'expression populaire par laquelle l'ensemble de la communauté est appelée à s'engager pour le développement de son autonomie. Elle est l'expression d'une forme de vitalisme qui trouve ainsi à apparaître et s'affirmer dans un contexte permettant à chaque habitant de la communauté - particulièrement la commune, le village, le quartier, donc la communauté publique de base - de participer et dépasser le cadre strict de sa personne au travers de la confrontation, la conflictualité, la recherche de coopération, le consensus, l'échange d'idées et d'expériences ainsi que le dépassement de soi. Le sens même de la politique dépasse allègrement les questions liées aux nécessités vitales matérielles, mêmes si celles-ci en forment en quelque sorte la trame de départ dans la plupart des cas, à l'image de ce qui devrait se passer au niveau inférieur des diverses organisations, associations, mutuelles, entreprises, et autres structures intracommunales selon un schème « auto-gestionnaire » devant en principe être en vigueur dans une Communauté de communautés socialistes. Les prises de décisions, les débats sur les moyens et modalités d'une action commune amène cette pratique à dépasser les questions d'ordre matériel vers des interrogations plus profondes : des questions d'*entendement* et de *sens*. Parmi ces questions s'imposera celle qui aura trait à l'instance par laquelle pourra être garantie l'application et la pérennité de ce qui aura été décidé en commun : la nécessité d'instaurer et de respecter une autorité, garante du bon ordre de l'ensemble.

L'autorité, outre le fait qu'elle doit maintenir la condition de possibilité d'une vie politique riche dans la communauté - en engageant le maximum de « citoyens » à participer à la vie de la communauté -, a aussi pour charge d'insuffler sans cesse dans la vie de cette communauté l'exigence envers soi-même d'affirmation et de réussite. Cela implique, au vue d'une autorité telle que nous l'avons décrite plus haut, que cette « réussite sociale », loin de ressembler au spectacle actuel d'une cupidité et d'une prétention arborées ostensiblement, engage moralement ceux qui en bénéficient vis-à-vis de l'ensemble de la communauté - Nous ne saurions effectivement, sans danger pour l'équilibre de toute communauté, faire abstraction du besoin de reconnaissance sociale spécifique émanant des meilleurs d'entre nous, besoin somme toute humain et présent de façon universel, l'important étant d'allier prestige et sens prononcé de la responsabilité et du devoir - C'est par rapport à cette vision, incluant l'influence quasi spirituelle de l'autorité, que l'on peut dire de la communauté qu'elle est un corps vivant, un organe complet, fonctionnant pour le bien commun de chacune des cellules le constituant, élites comme personnes « ordinaires », par l'exercice commun de la politique, de l'élan participatif commun. C'est une organisation de type moral, non point utilitaire. Son âme est une parcelle de l'effort incessant de l'humanité vers sa pleine affirmation : un type bien concret d'humanisme.

Dans un groupe humain circonscrit à une certaine forme d'existence, et par extension, à une tâche particulière, professionnelle, éducative ou autre, pour laquelle il s'est en quelque sorte « institutionnalisé » au plan local en tant qu'élément organique stable, la pratique politique décisionnelle localisée au territoire d'expansion de ce groupe trouve à un moment donné ses limites que seule une coopération à un degré plus élevé peut franchir. Toute construction humaine a ses propres limites et, à moins d'en attendre systématiquement à l'intervention d'une force extérieure providentielle centralisée, tel un État- « providence »,

avec le danger par là-même d'en banaliser sa tendance au despotisme, il s'avère donc nécessaire de créer une strate organique supérieure avec à sa tête une autorité elle-même supérieure mais représentative et dépendantes des instances inférieures. En ce cas, un des rôles de l'autorité au niveau inférieur est de participer directement à l'organisation et au fonctionnement du niveau supérieur et de son instance régulatrice, son propre niveau d'autorité. C'est là tout le principe de la subsidiarité : fonder un niveau supérieur de coopération et d'organisation, d'ordre, afin de palier aux manques des niveaux inférieurs, l'autorité à ce niveau devant harmoniser des différents enjeux en présence, ceux des niveaux inférieurs. L'enjeu pour tous les niveaux, à commencer pour la personne tout en bas de la pyramide, n'est pas tant d'assurer leur survie que leur *autonomie*, et donc leur véritable *raison* de vivre. L'intérêt lié à la simple survie n'est que la partie émergée de l'iceberg. Il existe une raison bien plus profonde et plus ample de tendre vers une organisation sociale accomplie, une raison dont nous avons eu l'occasion de brosser le tableau en plusieurs occasions dans ce texte : l'affirmation de soi, la réalisation du potentiel humain, aussi divers soit-il, présent en chaque personne et ses communautés, et qui s'enchevêtre dans l'idée d'autonomie telle que présentée plus haut. Il ne serait donc point fortuit, loin de là, au sein d'une Communauté fédérale socialiste, de faire en sorte que l'ascension le long de l'axe social - la matière et ses nécessités passant pour être des *prétextes*, mêmes incontournables - puisse devenir une possibilité intrinsèque de l'ordre social. Nous pensons qu'il est à peine utile de préciser que l'ascension dont nous parlons ici n'a rien à voir avec l'« ascension social » qui nous est tendu tel un leurre dans la société capitaliste - et qui devient d'ailleurs de plus en plus anachronique pour la plupart. Mais aussi, lorsque nous évoquons un « axe social », nous faisons référence à un trait déterminant de l'homme qui le mène perpétuellement à vouloir s'affirmer et s'élever, et qui innerve toutes constructions sociales. En celles qui ne sauraient lui donner de telles occasions, ou à quelque-uns seulement, alors prédomine la déchéance de la plupart et le ressentiment : un cancer social ! On ne s'élève pas par pur intérêt, sinon l'on s'y perd !

Le manque lié à la condition humaine, tant de la personne que de ses communautés restreintes, et les efforts fait pour le combler n'expliquent donc pas tout, loin de là, lorsqu'il est question d'y faire face par une forme ou une autre de solidarité inter-communautaire. À la pratique quotidienne de la survie en milieu communautaire s'y adjoint, parce que l'ambiance y est plus favorable, une dynamique d'une autre nature, un état d'âme supplémentaire qui incite au dépassement et à l'accomplissement de la nature humaine. À moins de ne réduire l'homme qu'à sa dimension purement biologique, ou ce qui revient pratiquement au même, à sa dimension d'entité individuelle en quête de ses intérêts égoïstes, il faut bien admettre que nous sommes « fait » d'autre chose, une grandeur bien plus haute qui nous motive par à-coup à nous élever par-delà nous-mêmes afin de nous affirmer au travers des autres. Cette quête implique parfois des sacrifices incompatibles avec les calculs égoïstes et bassement matériels. C'est d'ailleurs la raison pour laquelle le patriotisme est pour le véritable socialisme un élément de son adéquation avec le caractère profondément humain de l'homme. Cette passion ardente présente en tout être et évaluable au moyen de la capacité variable que nous possédons les uns et les autres à analyser, créer, projeter toujours plus haut notre niveau de conscience pour le don de soi, en appelle en toute bonne foi à l'autorité afin de conforter l'effort par la reconnaissance des pairs et de la communauté, par l'arbitrage de l'expérience. Quoi de plus humain, trop humain, que de lier notre désir d'immortalité au sort des nôtres ? Le principe de subsidiarité peut apporter la possibilité pour les niveaux inférieurs de faire de l'accomplissement de l'homme une réalité sociale jusqu'aux plus hautes strates de la Communauté. L'accomplissement n'est réel que dans la

mesure où il peut se partager entre tous dans sa communauté, mais aussi s'apprécier par delà celle-ci vers un plus haut degré de reconnaissance pour les personnes qui possèdent dans l'âme le devoir de s'abandonner, de se fondre « alchimiquement », par leurs œuvres pour le bien de la Communauté toute entière. Sinon l'accomplissement risquerait de n'être que néant, ne servant alors, comme aujourd'hui, qu'à nourrir l'envie perverse et le ressentiment chez ceux qui, malgré qu'ils soient « égaux » *en principe*, n'en restent pour autant que prisonniers de leur inégalité ontologique sans autres buts que n'être plus malins que les autres : l'« accomplissement » en ce cas n'est que matériel, financier et anti-social – il est dirigé contre les Autres.

La subsidiarité, en ce qu'elle définit le rôle « secondaire » de l'autorité tout en, paradoxalement, du moins en apparence, lui assurant son statut primordial parce que central, peut ainsi participer, dans une Europe à réinventer, à un véritable renouveau spirituel qui ne saurait se confondre avec les malheureuses tentatives menées dans un monde postmoderne en proie aux délires spiritualistes de substitution. La quête de vérité est un acte qui libère et élève si elle s'accomplit dans le respect de l'ordre et de la réalité du monde humain au sein et en appuie duquel l'on cherche à être soi-même parmi les siens. Cette vérité est celle de l'homme même, démuné de toutes ses chimères, telle l'intellectualisme, tellement instrumentalisée. La véritable force réside dans la simplicité parce que celle-ci incite à avoir conscience de notre fragilité et que nous nous égarerions à ne pas vouloir reconnaître nos limites. Subsidiarité et spiritualité sont donc les aspects par lesquels peut s'affirmer la puissance d'un peuple au travers de ceux qui le composent, et de tout un continent, le nôtre eu égard à ses valeurs ancestrales.

Le fait que chaque entité sociale communautaire ou collective se doive d'assumer à *un certain niveau* l'horizon de son incompetence, et par conséquent l'inefficience relative de l'autorité qui la chapeaute – y compris l'autorité que l'on a sur soi-même –, nécessite une coopération à des niveaux croissants de responsabilité communautaire. Il peut être possible de citer ici, afin d'illustrer ce propos, un exemple concret - à la condition que nous transférons ce principe à l'échelle d'une commune libérée de l'impératif capitaliste - qui serait celui de collectifs pouvant être plus ou moins auto-gérés tels les écoles, hôpitaux, entreprises, etc, par rapport à l'organisation et l'autorité communales qui apportent à ces collectifs la compétence et la motivation d'une vue globale communautaire et d'un sens commun enraciné, elles-mêmes recherchant une plus grande efficacité et sens commun encore au sein de fédérations de communes. Il s'en suit par conséquent une structure sociale qui s'étage telle une pyramide en partant de la base jusqu'au sommet, représenté par l'État ; où l'on peut alors y voir une sorte d'empilement, un peu comme les poupées russes. Tout l'enjeu d'une telle structure sociale est d'assurer aux niveaux inférieurs les conditions optimales de la perpétuation et de l'accroissement de leur autonomie – organisationnelle dans le cas des collectifs cités plus haut, vitale, et même *vitaliste*, dans le cas des communautés d'appartenance. Nous partons du principe que dans un tel schéma d'organisation, l'autonomie deviendrait le pilier d'un véritable progrès humain que nous voyons comme une possibilité d'affirmation de l'homme dans le cours de son existence et au sein de l'Ordre du Cosmos. L'excellence, le mérite, l'élévation des valeurs portées par une civilisation, ou tout bonnement l'efficacité devant l'adversité, conditions de l'homme en ce Monde, ne peuvent véritablement exister qu'à la condition où il est donné à chacun et chaque groupe humain l'opportunité de pouvoir se réaliser en toute autonomie en fonction des aspirations au réel, et avec l'assurance d'une possible solidarité et reconnaissance assumées par l'ensemble de la société de bas en haut.

En outre, il faut bien concevoir qu'il ne peut être envisageable d'instituer différents

niveaux d'autorité répondant le plus exactement possible aux réels besoins des unités composant chaque fédération, qu'à partir du moment où l'on se donne les moyens de reconnaître pleinement les capacités de celles et ceux qui auront la charge d'en assumer le rôle ; ce rôle sera d'assurer l'autorité au sein des communautés comme de représenter ces communautés au niveau supérieur au sein de l'autorité de celui-ci. L'expérience et la sagesse de quelques uns, probablement parmi les plus anciens d'entre-nous, auront toute leur place. Il s'agit d'une mise en œuvre, au niveau de chacune des strates de la fédération, d'une sélection et organisation d'une juste hiérarchie telles que nous l'avons entendu plus haut. Il ne peut nous être possible de déposer les symboles de l'autorité entre les mains de ses détenteurs qu'à la condition qu'ils puissent en être reconnus pleinement capables - et à *la hauteur* - par l'ensemble de ceux qui placent en eux leurs espérances, mais aussi leurs volontés. Nous voici d'un coup transposés à l'opposé de ce que l'on ne connaît que trop bien dans nos sociétés postmodernes !

Toute autorité doit pouvoir être remise en cause, d'autant plus dans une structure socialiste et fédéraliste, à partir du moment où elle ne répond plus aux attentes des organes composant le corps politique. Les représentants des autorités seraient alors les dépositaires de mandats impératifs dont il feraient usage sous contrôle des assemblées populaires et des représentants élus des organes inférieurs. Ces mandats n'encadreraient pas néanmoins à eux seuls les prérogatives de ces représentants, car il leur faudrait aussi pouvoir répondre aux événements imprévus face auxquels seul joue l'efficacité d'une réponse appropriée et au moment opportun. L'autorité réelle reçoit sa légitimité d'un double mouvement issu d'une part des recommandations de la base, d'autre part de l'intemporalité de la tradition dont elle se doit d'assurer la diffusion au sein des communautés, ce qui lui donne un caractère supérieur et quasi sacré tout en se faisant l'obligée d'une dynamique populaire qui la porte et l'entretien. Il lui appartient surtout de devoir reconnaître à certains moments la limite de son pouvoir et la nécessité de s'en remettre à une instance supérieure. Elle doit le faire au nom de la sagesse et de l'harmonie de l'ensemble. Le principe de subsidiarité est une possibilité toujours ouverte de recours à un pouvoir plus grand, une garantie plus forte de pouvoir se réengager sur la voie de l'équilibre et de l'ordre social. C'est un sujet délicat que celui du pouvoir, et que nous ne devons pas négliger dans l'avenir, comme l'on trop fait maintes expériences « alternatives » du passé. La *Souveraineté* doit rester la prérogative du peuple au travers de ses diverses communautés et il doit trouver en l'autorité le garant de pouvoir toujours la posséder ; la prérogative de l'autorité est le devoir de servir selon la volonté du peuple – pouvoir limité et encadré, temporel -, mais aussi selon le devoir de maintenir l'ensemble harmonieux et pérenne en toute occasion – pouvoir illimité et inspiré, spirituel - et elle doit pouvoir trouver dans le peuple assise et soutien à ses fonctions.

La subsidiarité : ce que l'on tient en réserve. C'est au premier abord l'assurance d'un soutien octroyé aux membres qui, du fait de leur manque et de leurs désirs inhérents à leur condition humaine, en ressentent le besoin sur le chemin de leur auto-réalisation. C'est en outre, de façon plus énigmatique, un désir tout aussi inhérent à l'homme de se référer à « quelque chose » dans les hauteurs de l'âme, de l'appel d'une lumière spirituelle qui nous rend irréductibles à des êtres mus par leurs seuls intérêts. Un appel qui nous lie à une *cause commune*, à une illumination, une perspective façonnée par notre tradition, notre histoire et notre mémoire. Une force virile nous y tend tel un arc bandé vers les hauteurs d'un Soleil qui éclaire nos pas. Au plus haut de l'empilement subsidiaire des pouvoirs se situe l'autorité suprême, l'État.

La hauteur de vue de l'État

Pour toute grande construction il faut des fondations, de solides et indestructibles fondations. Pour un monde humain, ces fondations sont la mémoire, celle qui permet de lier les hommes entre eux, de fonder leur Culture. Elle est aussi ce qui se doit d'être interrogé par chaque génération. L'interprétation est en effet plus qu'une possibilité : un *devoir* pour les temps à venir. Mais lorsque nous faisons référence à une mémoire, nous envisageons de ne pas en faire un simple support : celui sur lequel se déposent les événements passés qui s'accumulent selon une ascendance historique jusqu'à encombrer la conscience et obscurcir la vision que nous pourrions avoir de notre avenir commun en Europe et en chacune de nos communautés communales, régionales et nationales. Cette « mémoire » est intemporelle et nous en avons déjà fait référence lorsque nous avons eu l'occasion d'en appeler à la tradition, ainsi qu'aux mythes. Il s'agit d'une mémoire du souvenir et de l'expérience, non appelée à situer sur des points de l'histoire linéaire les événements du passé, c'est-à-dire qu'elle considère ces derniers en fonction de l'actualité du présent dans la perspective de l'avenir. L'histoire nous sert de leçon, point de dogme ! La mémoire contribue alors à réengendrer perpétuellement l'Ordre cosmique par nos actes en harmonisant le mouvement de la vie avec l'intemporalité de la tradition. La tradition est, comme disait Aristote, telle un *moteur invisible* qui permet que tout se meuve dans l'harmonie du Cosmos. Il se devrait d'exister dans la Communauté de communautés européenne une instance détentrice d'une haute responsabilité, la plus haute qui puisse être en ce Monde, qui garantisse au nom de la tradition un Ordre social, à l'image de l'Ordre cosmique, basé sur le *respect* d'un humanisme qui fait de chaque homme européen, de chacune de ses communautés, un monde singulier en lui-même et qui mérite une part d'*attention* et d'*empathie*. L'entité ultime qui se portera garant de cette tâche, du maintien d'une dynamique de progrès et d'Ordre, ce devra être l'*État fédéral européen*, l'autorité suprême qui en Europe, par sa présence même, devra ré-allumer la flamme de la passion de soi en nos cœurs.

Après les errements des temps modernes et postmodernes, il nous faudra en effet repositionner l'État au centre de ses prérogatives, ce qui signifie d'une part rehausser l'État, et d'autre part faire en sorte que de son point de vue toute tentative de dirigisme de sa part lui paraisse comme un constat d'échec. L'État, s'il doit répondre adéquatement aux besoins des strates inférieures de la société eu égard à la formulation de leurs besoins – principe de subsidiarité oblige – il se doit également de garder distance et de ne paraître abordable qu'en rapport à son rôle de garant de l'Ordre. D'en-bas, l'État est un recours lorsque les forces présentes au sein de la société déclinent et peuvent laisser apparaître le chaos. De sa hauteur, l'État doit voir plus loin que l'éternel présent, et préparer l'avenir de l'Europe. Il ne peut être question d'assistance de sa part lorsque vient à manquer la possibilité d'assurer la justice – car ceci reste à la charge de la structure « symbiotique » dont le fondement est de faire *vivre* réellement cette Justice -, mais de *suppléance* quand survient un risque que cette dernière ne s'essouffle par manque de force ou de volonté. La mission de l'État est d'avoir une vue d'ensemble et de pouvoir ainsi parcourir les besoins qui ne pourraient être comblés par les niveaux inférieurs de la société. Ces besoins existeront tant à l'intérieur du territoire européen que vis-à-vis de l'extérieur.

Reconnaître une haute dignité à l'État, c'est lui redonner une place dans la société que celle-ci lui aura échue au sommet de son organisation, partant des besoins réels exprimés par les habitants de la fédération des communautés ainsi que des communautés elles-mêmes dont le but ultime est de *garantir* la pérennité et la puissance de la structure fédérale européenne toute entière basée principalement sur une vision de l'homme et du monde, un

humanisme européen. Mais c'est aussi, et même bien plus, voir en lui le point d'aboutissement d'une volonté commune au niveau continental de prolonger notre civilisation européenne au-delà d'elle-même. Or, où l'on aboutit devient par la suite le point d'où l'on repart vers le nouveau, l'inconquis. Par conséquent, l'État redevient par ce fait le siège d'un *état d'esprit*, qui est celui par lequel se transmet indéfiniment la tradition, et d'où peut s'inspirer chaque volonté singulière à la source de nos valeurs. L'État doit en effet être le gardien des valeurs ayant données toute sa singularité à l'Europe. Nos principes par lesquels nous envisageons le monde et l'homme, sa dignité, doivent être protégés, de même que la possibilité de pouvoir en modifier la portée selon nos propres besoins.

L'État européen devra être le protecteur, le garant de nos principes, au-delà de toutes les valeurs particulières qui sont celles qui caractérisent nos différentes communautés composant l'« organisme » générateur de vigueur et de créativité en nos terres. La liberté et l'autonomie sont encloses dans ce principe supérieur qu'est la dignité, mais celle-ci est elle-même sous l'empire de l'*attachement*. Qu'est-ce que s'attacher sinon se consacrer : se rendre digne de respect vis-à-vis des siens et de la nature à laquelle nous sommes liés ; consacrer son cœur et son esprit, tout comme son corps, à ce qui nous guide et nous nourrit, spirituellement bien sûr, et même principalement, mais aussi matériellement, organiquement. L'attachement est un enracinement spirituel, puis organique, qui nous porte vers deux directions : d'une part, vers les personnes que l'on reconnaît comme étant les nôtres et envers lesquels l'on ressent l'obligation de leur assurer notre soutien, lorsque cela se présente, et la reconnaissance de leur *juste* valeur, et d'autre part, vers l'autorité jusque la haute sphère de l'État chez lequel l'on voit l'assurance d'une prédisposition équitable envers les principes qui nous guident et qui donnent un sens à la civilisation toute entière, et que l'on reconnaît en outre comme notre obligé. L'attachement est obligation, générateur de droits parce que l'abstraction n'en génère aucun, et dans son sillage se manifestent la dignité, la liberté et l'autonomie, garanties par la *Souveraineté*, celle du peuple.

L'État se devra donc d'être le point d'harmonie d'un pouvoir suprême temporel – être le *sommet* d'une structure fédérale et le garant de l'harmonie des pouvoirs des différents niveaux d'autorité - et d'une autorité suprême spirituelle. Il ne saurait être question d'un retour à des époques passées et révolues, mais d'un recours à des valeurs intemporelles qui puissent de nouveau nous guider et nous aider à faire naître une forme de spiritualité qui n'aurait en rien à s'appuyer de façon exclusive sur une religion, ni sur des écrits sacrés, tout en reconnaissant les héritages entremêlés de nos anciennes spiritualités païennes et chrétiennes ainsi que des relations étroites avec les spiritualités des civilisations voisines. Une spiritualité nouvelle s'annonce d'ailleurs déjà en Europe, de façon très confuse, au milieu des incertitudes, des angoisses, des apostasies par déception, des errements spiritualistes de toutes natures. Elle devra être, pour peu que nous ayons encore malgré tout cachée profondément en nous une farouche volonté de vivre, un retour vers l'Être, vers une saine conscience de la présence divine dans le monde et du monde en Dieu, vers un amour de la Réalité, telle une renaissance, ou plutôt une nouvelle naissance, au travers de la perpétuelle quête de vérité. Cette vérité, comme ce qui nous invite à être toujours plus, que l'on devrait d'ailleurs écrire avec un « V » majuscule, s'immisce toujours en nous comme un reliquat du passé lointain et oublié depuis longtemps. Cette Vérité, c'est la tradition immortelle, qui agit encore, le plus souvent à notre insu, lors notamment de nos grandes révolutions, de nos grands rêves d'humanisme du passé, même si ceux-ci se sont trop fréquemment fourvoyés avec les illusions du Progrès. L'État devra être le creuset d'une telle spiritualité nouvelle, l'incarnation au travers de son organisation et de son fonctionnement des principes et des valeurs de cette spiritualité. C'est le rôle de l'autorité de l'État que de s'y

inspirer afin d'être respecté par tous. Ou disons, pour employer au autre type de langage, que ce vers quoi auront *profondément* porté les luttes que l'on peut qualifier de véritablement socialistes depuis des lustres devront enfin trouver dans l'avenir en un État européen fédéraliste le garant des valeurs profondes qui les ont portées, des principes transcendants qui les ont fait vivre. Car en celles-ci vivaient déjà, et vit toujours malgré tout, l'âme qui faisait briller le cœur des hommes durant la plus haute antiquité en Europe. Rien n'est véritablement perdu, sinon tout serait perdu !

Si l'État doit être l'ordonnateur, il ne doit pas pour autant vouloir diriger l'ensemble de la vie communautaire vers un but ultime à son seul profit, ou à celui d'une classe, et qu'il ne saurait définir lui-même sans abuser de la confiance déposée en lui, donc outrepasser ses prérogatives. La spiritualité portée par l'État européen devra assumer ce « rôle » le plus grand qu'il soit de donner de l'espérance à la capacité populaire de fonder en permanence un avenir. C'est ce que l'on appelle fonder une civilisation, ou mieux, une *Culture*. C'est un des points fondamentaux de notre vision du socialisme de l'avenir de l'Europe. Un État qui s'abaisse au niveau de la « plèbe » jusqu'à faire régner la démagogie dans le seul but de conserver le pouvoir pour l'intérêt d'une classe sociale qu'il sert alors, c'est un État qui devient despote. C'est un État qui s'immisce au sein de toutes les vies afin d'en gérer le cours, d'y perpétuer la mise en application d'abstractions sur l'homme nées de l'excitation des Lumières et de la foi dans le Progrès. Le despotisme n'est pas pour l'État un accroissement d'autorité mais une licence donnée à sa tendance naturelle à se pourvoir en maître de nos âmes et de notre avenir commun. C'est une mise en concurrence déloyale de son trop-plein de pouvoir illégitime et anthropophage vis-à-vis du pouvoir, lui, entièrement légitime, de création et de protection, personnel et communautaire. C'est bel et bien là l'image projetée aujourd'hui par les États modernes occidentaux qui positionnent les individus face à lui, dépourvus de leurs autonomies, déracinés, afin de diriger tous les aspects de nos vie.

Quant au pouvoir temporel de l'Europe nouvelle, indissociablement lié à son autorité spirituelle, il devra s'inspirer de l'esprit de *Justice*. Les peuples qui le soutiennent et le glorifient s'appuient quant à eux sur leur *sentiment de justice* émanant de l'Ordre que l'État maintient *vivant* par son action distincte. Sa « Grande Politique » repose sur des principes intangibles que nul ne saurait contester sans vouloir basculer tout l'édifice dans l'insensé et le chaos : Protection, Respect des lois, Limitation des abus, Préférence européenne, Maintien de l'Ordre, Égards envers les autorités inférieures, Soins apportés à la faculté d'auto-accomplissement des personnes au travers de la médiation des communautés.

L'élaboration hiérarchique future d'une Europe fédérale - selon une acception de cette expression qui en fait une construction respectueuse du caractère particulier de chaque niveau d'autorité et d'autonomie, à commencer par celles que la personne se construit elle-même parmi les siens – tourne autour d'un principe supérieur, hautain, qui est celui par lequel se redéfinit la Justice à sa source : l'égalité en dignité. En sa qualité suprême de garant et gardien de la Justice, du devoir d'assurer la possibilité à chacun dans la société de trouver la place qui lui est la plus honorable, l'État est ordonnateur, ainsi que protecteur. En garantissant le respect des lois décidées et dictées par l'ensemble des communautés jusqu'au plus haut niveau, l'État témoigne de sa propre capacité à confirmer le sens du *Bien commun* issu de la dynamique politique qui doit renaître d'une véritable volonté populaire vers l'autonomie et la concorde, action d'acquiescement et de subsomption des conflits. Le Bien commun n'a pas à être défini par l'État, mais lorsque ce premier prend son envol en tant que lumière spirituelle pour tout un peuple, un continent, il doit être tenu en réserve par la puissance de l'État, reflet revivifié du pouvoir renaissant des peuples européens par eux-

mêmes, dans l'éternel probabilité des corrections pouvant en être apportées par ceux-ci dans leur histoire.

Ordonner, c'est aussi limiter, car il ne saurait y avoir de justice lorsque les excès de certains empêchent le plein accomplissement de tant d'autres. L'esprit délétère de l'ultra-libéralisme ne saurait s'accommoder d'un besoin et d'une nécessité d'harmonie. Dans une Europe plus humaine, une oligarchie n'aurait aucune place à trouver, et encore moins à imposer pour elle-même. Et parce que l'oligarchie est d'esprit mondialiste, une préférence européenne devra se faire jour en tout domaine dans le but de maintenir une cohérence visant à sauvegarder les singularités qui font notre force et modèlent notre avenir. Cette cohérence est simplement celle qui assure un certain niveau d'évolution sociale qui fait de chaque nation en Europe, et de l'Europe toute entière, un modèle d'humanité pour le monde.

Enfin, ordonner c'est maintenir vivante et enrichir l'ensemble « symbiotique » qui structure toute la vie sociale de la personne à l'État européen en passant par la famille, l'entreprise, les corps professionnelles, les communes, les pays, les régions, les nations. Chaque autorité en charge de chacune de ces cellules à tous les niveaux se doit de trouver en l'État européen un protecteur et un garant de ses prérogatives spécifiques, et uniquement cela. Jamais l'État ne devra outrepasser ni ses droits d'ingérence - limiter des abus de pouvoir – en s'octroyant de façon illégitime et permanente le rôle des autorités inférieures, ni ses obligations de secours - suppléer aux carences accidentelles – en assurant un assistantat visant à remplacer l'ordre social organisé par ces mêmes autorités et empêcher ainsi le retour des conditions de l'autonomie.

Et il n'est pas des moindres de déclarer ici que l'économie, qu'il ne faut pas confondre avec l'économisme - pseudo-science ne visant qu'à nous faire éloigner toujours plus de notre possibilité de maîtriser le cours de nos vies – doit retrouver sa place au sein de l'ordre social en tant que *moyen* pour une Communauté de se maintenir vivante, et non en tant que centre d'intérêt placé au-dessus de la société afin que quelques uns s'accaparent de la grosse majorité des richesses. Il sera du rôle de l'État de veiller à ce qu'aucune instance telle que l'économie ne vienne à s'imposer comme seul paradigme menant l'ensemble de la structure sociale en son entier pour sa seule « raison ». C'est un rôle de maintien de l'équilibre social, seul garant d'un véritable socialisme au service de la vie réelle des personnes et de leurs communautés. À ce titre, il pourra d'ailleurs s'avérer important d'entamer une réflexion à tous les niveaux sur l'opportunité d'établir un revenu social – non un salaire – garanti à chacun des citoyens européens, et qui pourrait par exemple être payé en monnaies locales non thésaurisables. Ce revenu, qui permettra de recouvrir l'ensemble des besoins nécessaires à la vie – nourriture, vêtements, logement, soins, accès aux divers moyens d'expressions culturelles, etc - assurera à chaque personne adulte la possibilité matérielle minimale de pouvoir affirmer sa singularité. Celui-ci devra néanmoins, au travers de ces monnaies locales, être décidé et octroyé par les communautés politiques de base, telles les communes, afin de l'établir au plus près des réalités sociales locales et d'éviter toute tendance à l'individualisme : l'important ne serait pas tant dans l'octroi d'un tel revenu que dans l'incitation qu'il impliquerait à engager la personne dans la vie de sa communauté politique de base, ce qui pourrait être une condition minimale d'octroi. L'enjeu d'une telle démarche serait aussi de déconnecter ce revenu de quelconques conditions superfétatoires émanant d'intérêts privés (économiques par exemples) ou publics (clientélisme faussement « politique »). L'État devra être l'inspirateur et le garant d'une telle disposition qui sera à notre sens un pas important vers l'établissement d'un socialisme européen donnant à chacun un égal sentiment envers soi-même et ses chances de se réaliser pleinement en fonction de sa propre personnalité au service de la Communauté toute entière.

L'exemple de la disposition ci-dessus met en exergue le rôle crucial de l'État au sommet de la structure républicaine et fédérale européenne de nature impériale que nous appelons de nos vœux. En effet, il devient clair à la suite des différentes remarques que nous avons eu l'occasion de faire que l'État au sein et à la tête d'une telle Communauté de communautés assure l'*harmonie* de l'ensemble, la garantit au travers du maintien des dispositions adoptées par les communautés en faveur du *Bien commun*, et non des intérêts particuliers. Le rôle primordial de l'État repose en fait là-dessus, et nous dirions même sa propre vertu. L'équilibre de l'ensemble, sa pérennité, la confiance qui lui serait due de la part des peuples de l'Europe, reposerait en tout dernier lieu sur l'intégrité et l'impersonnalité de l'État en tant que sommet d'une hiérarchie élevée selon un ordre voulu et entretenu par une nette majorité de personnes et de communautés, du bas vers le haut.

L'État, la politique et le social

Nous ouvrons maintenant la réflexion sur un aspect crucial de l'organisation de l'*Europe Nouvelle Socialiste* que nous nous efforcerons de bâtir. Il y a en effet un paradoxe entre d'une part l'idée qu'un État ait pour mission de stimuler les corps intermédiaires et de faire en sorte de préserver l'Ordre au sein duquel ceux-ci peuvent trouver protection et assurance quant aux carences qui pourraient freiner le déploiement de leur puissance et autonomie, par conséquent intervenir en tant qu'organe suprême dans la société et, d'autre part, limiter cette puissance d'intervention de telle manière que les autonomies puissent également être préservées, voire accrues. Dans ce double mouvement contradictoire, l'État, dans le meilleur des cas, disons-le quelque peu utopique, limite lui-même son action afin de ne pas accroître sa tendance au despotisme et au diktat généralisé. L'État se doit d'être subsidiaire au plus haut point, c'est-à-dire que cette *Plus Grande Puissance* qu'il a pour fonction d'assumer et de maintenir au sommet de la hiérarchie a pour obligation vis-à-vis de la société d'être le recours ultime et le garant de la pérennité de l'ensemble. Ce n'est pas un rôle secondaire selon l'acception vulgaire actuelle, mais un Ordre principal incarné par l'État lui-même qui pourtant doit limiter sa puissance d'intervention en interne autant que faire se peut. Sinon, c'est toute la construction subsidiaire qui peut en pâtir.

Cette construction est donc un équilibre qu'il sera nécessaire de maintenir par des actions adéquates. En cela, il ne saurait être suffisant de compter uniquement sur la clairvoyance des hommes supérieurs en charge de l'État européen, ainsi que des États nationaux d'ailleurs. Il ne faut jamais confondre les hommes, avec leurs limites inhérentes, de la fonction qu'ils sont sensés assumer, aussi haute puisse-t-elle être et quoique puisse être en outre leur hauteur d'esprit. Par conséquent, les corps intermédiaires ont aussi pour tâche, outre celles se rapportant à ce qui a présidé à leur création selon le principe de subsidiarité, de conserver leur autonomie face à l'État ou aux autorités supérieures. En d'autres termes, le principe, disons-le *vital*, que ces corps et communautés ont pour obligation de respecter est celui de maintenir vivant la confrontation et la complémentarité en leur sein. C'est la *politique* selon le sens vrai de ce terme qu'il est nécessaire de faire vivre dans la société à tous les niveaux. Une politique que l'on peut aussi qualifier de démocratie directe, selon la classification actuelle. C'est en effet au travers du fonctionnement politique au sein des assemblées que pourront être nommés les représentants au niveau supérieur hiérarchique des niveaux inférieurs. L'élection des mandataires a ici toute son importance et prête à revivifier en permanence la vie politique des communautés « publiques ».

Mais pour que cette politique ne soit pas un vain mot, pour qu'elle ne subisse pas

l'effet de la lassitude, de la paresse, ni de la démotivation, il est nécessaire d'en avoir une vision aussi réaliste que possible en fonction de la nature des relations humaines dans la société. Et pour ce faire, il est indispensable de bien concevoir que les corps intermédiaires sont de deux natures : l'une privée, l'autre publique. La cellule privée de base de la société, celle qui introduit en tout premier lieu la notion d'appartenance, celle dont la santé morale conditionne originellement la possibilité de l'accomplissement des personnes, est la famille. C'est en son sein que s'opèrent les premières orientations vers la vie sociale de la part de ses membres ; vers la vie économique, professionnelle, culturelle, etc. Par la suite, se constituent donc les corps sociaux liés aux besoins des hommes, à leurs besoins privés mais aussi relationnels. Ces corps se forment autour des métiers et des passions, et peuvent être appelés corporations ou associations, à conditions de ne pas en faire les organisations obligatoires de base structurant l'ensemble de la société : la personne doit être libre d'en faire partie ou non afin d'y trouver un support à son accomplissement au travers de sa profession, de ses goûts, de ses aptitudes. Leur existence doit accroître les *possibilités* des personnes en leur apportant le soutien de l'expérience, des formations, des relations nouées avec les entreprises, des moyens matériels, et la défense de la réputation professionnelle par secteur d'activité. Ces organismes demeurent privés dans le sens où les intérêts défendus le sont. Enfin, les entreprises, pouvant être plus ou moins auto-gérées selon la taille de celles-ci, ont également leurs intérêts et principes à défendre, et leur vitalité à valoriser afin de se voir assurer de la part du domaine public un soutien adéquat et une politique régulatrice allant dans le sens d'une affirmation collective de leur volonté de réussite en fonction de leur capacité à l'innovation et à l'intégration sociale. Et elles ne peuvent le trouver qu'à la condition d'intégrer directement les personnes qui y œuvrent aux décisions concernant ces entreprises, personnes qui ont toutes aussi le statut de « citoyens », donc plus ou moins liées - *réellement* - à la vie politique de la communauté de base, de la « Cité » socialiste, ou *communaliste*, au sein de laquelle évoluent ces entreprises.

Les hommes sont loin de n'être mus que par leurs seuls intérêts. Bien d'autres choses, certaines *valeurs*, vitales – liées au besoin d'autonomie - ou principielles – liées à une vision du monde -, nous motivent et nous poussent à lier des relations avec nos proches et d'autres encore, plus lointains. Ces relations sont faites de concorde, de complémentarité, d'entraide et de solidarité, mais aussi de confrontations, de conflits, qui indéniablement font partie intégrante de la vie humaine, de la vie *sociale*. Le but même de ces relations est de trouver une certaine harmonie entre des désirs et intérêts parfois divergents et, en outre, d'apporter une vigueur supplémentaire au sentiment qui unit les hommes les uns aux autres en un lieu et en une époque : le sentiment d'identité. Celui-ci diffuse une conscience d'appartenance qui incite à la rencontre de celui qui partage cette identité et qui participe aussi à sa façon à la faire perdurer et évoluer. Ce sentiment incite simultanément à rechercher constamment un équilibre pour la pérennité du corps social « territorialisé ». La commune, le pays, la région, la nation, sont ces entités *situées* au sein desquelles peut se déployer la politique, et l'entente humaine entre les différences circonscrites à l'unité d'identité. Ce sont en outre les corps publics où doit s'effectuer une jonction entre les motivations privées et l'harmonie publique. C'est en ces lieux que doivent s'inscrire les accords participant de l'harmonie du tout, par conséquent en chacune des strates de l'organisation fédéraliste, et plus particulièrement au sein de la première d'entre-elles, la *commune*, au plus près de la vie réelle. La vitalité politique au sein de la commune est donc primordiale pour le fonctionnement de l'ensemble. Nous pouvons nous référer en cela aux écrits de penseurs tels Murray Bookchin.

La politique, en s'articulant aussi près que possible de la vie sociale, permet, outre de créer une socialité vivante et dynamique, d'élaborer une notion de *Bien commun* au plus près

de la réalité sociale vécue et en tant que Principe fondateur transposable en la garantie de l'échelon supérieur de l'ordre fédéral. Ainsi, d'échelon en échelon, de la commune à l'État européen, s'élabore perpétuellement à partir de la base le *Bien commun suprême de l'Europe* qui repose en tout premier lieu sur le respect de la *dignité* de la personne et sur l'*attachement* sans lequel elle ne saurait même exister.

Cette dynamique va à l'encontre de l'idée d'un pseudo- « bien commun » qui découlerait de la conception d'une pseudo-« vérité » jetée à la face du monde par les instances *dirigeantes* du capitalisme naissant, une « vérité » s'appuyant sur des principes hérités de l'avènement du libéralisme théorique et de l'humanitarisme universaliste au XVIII^{ème} siècle. C'est ainsi que fonder une société sur des abstractions, des préjugés sur l'homme, ne peut aboutir qu'au fait d'une prétendue « politique » dont le résultat est d'éloigner la « vision du monde » commune de la réalité vécue par ce qui n'est plus selon ce principe que regroupements d'individus. On crée alors un monde désincarné et déresponsabilisant. Et c'est bien ce qui se passe de nos jours, un fait social issu de la modernité, à la suite duquel nous aurons à rebâtir un monde à la mesure de l'homme, à la mesure de ce qu'il est en réalité, c'est-à-dire non pas de présupposés, mais de données intangibles fondées sur l'expérience, elles-mêmes traduites en les termes multi-formes de la transmission culturelle.

La supériorité des hommes d'autorité ne doit pas reposer en premier lieu sur un scientisme émanant d'idéologies anciennes jamais remises en question et construites pour la domination d'une oligarchie cupide. En d'autres termes, ceux qui auront à assumer de plus amples responsabilités au sein d'une structure fédérale et subsidiaire devront avoir une sensibilité requise afin de reconnaître et accepter fatalement l'homme dans sa réalité entière, sans omettre aucun point, aucune tendance pouvant aller à l'encontre de préjugés. En s'élevant vers les horizons croissants des sphères supérieures de la hiérarchie fédérale, les élus des peuples devront surtout élargir leur vision sur l'homme et ses communautés, sur les conditions humaine de l'harmonie, sans parvenir néanmoins à incarner une pure spécialisation, ce qui serait contraire à une véritable prise de hauteur du point de vue. Les « spécialistes » sont les despotes des temps postmodernes. En catégorisant la réalité en fonction de leurs concepts bien appris, ils tuent la politique en sommant son ersatz de s'appliquer à suivre leurs recommandations technicistes. Car la politique n'est pas la mise en œuvre d'un savoir extérieur, d'une science à propos d'un homme abstrait et « liquide », mais un *art* ! Elle est l'art de quêter une harmonie entre les différentes finalités que se donnent les personnes et les groupes de personnes au sein d'un espace public donné. Au travers de cette œuvre proprement humaine et symboliquement élévatrice, c'est une finalité commune, ou un *Bien commun*, qui est recherché, souhaitée par l'ensemble de la communauté comme quelque chose allant au-delà des intérêts de chacun. Ce qui lie cette finalité avec la politique, c'est la nécessité qu'elle puisse être dépassable en tout temps eu égard la situation par rapport à laquelle une redéfinition de celle-ci apparaît inéluctable. À figer la finalité d'une communauté, comme celle d'une communauté « nationale » par exemple en France aujourd'hui – celle de l'État-nation forgé au fil des siècles pour la domination d'une élite seigneuriale puis bourgeoise -, c'est l'homme réel que l'on tue, et l'art politique qui le portait perpétuellement à redéfinir la vision qu'il a du monde et sa position au sein de celui-ci.

La politique, qui est une quête de consensus, de sens commun, de *Bien commun*, à partir du moment où elle ne devient pas principalement une simple confrontation partisane, permet d'envisager une réelle limitation et un encadrement des objectifs personnels et collectifs qui pourraient être interprétés comme des recherches d'intérêts purs. Elle ouvre surtout un horizon à l'accomplissement humain au travers de la confrontation et de l'échange

publics. Elle permet par conséquent de lever le regard vers des hauteurs dont ne font que rêver ceux qui vivent dans des temps trop sûrs d'eux-mêmes : la démocratie dite « libérale » tue en réalité la politique en s'efforçant de sacraliser la « démocratie ». Ce qu'elle tue encore plus sûrement, c'est ce désir humain de rencontres, d'inclusion dans une dynamique conflictuelle d'où chaque personnalité, individuelle comme communautaire, peut trouver à s'affirmer ou se remettre en cause. La politique, entendue effectivement selon son acception originelle, héritée notamment d'une tradition pluri-millénaire en Europe, implique inévitablement une acceptation pleine et entière – sinon le « jeu » politique n'en pourrait être que faussé – de la conflictualité et de la nécessité d'une recherche commune de finalité. Par les lieux d'où elle se déploie, la politique tend donc à dépasser les finalités particulières et privées en concourant à l'élaboration communautaire d'une harmonie universelle. En articulant ces deux aspects du désir humain au sein de l'Agora - désirs par lesquels l'homme se réalise socialement et qui marquent les deux conditions, matérielles et spirituelles, de son élévation – il devient alors tout à fait possible de développer l'autonomie de chacune des entités privées et publiques y participant, tout en exposant la nécessité d'une harmonie de l'ensemble qui passe par une juste limitation des ambitions et une juste attribution à chacun.

L'enjeu est de limiter au possible, et selon le principe de subsidiarité bien compris – c'est-à-dire non pas de suppléance vis-à-vis de l'*individu* comme dans une société libérale classique, ni d'assistanat comme dans une société d'État-Providence – la nécessité de l'intervention des instances publiques supérieures, État suprême inclus, afin non seulement de garantir, mais aussi de stimuler les autonomies et libertés locales et nationales, particulièrement privées. L'emboîtement fédéral des diverses structures, des familles à l'État européen, doit avoir pour finalité d'encourager celles-ci à remplir leur mission visant à garantir les conditions optimales de l'auto-réalisation personnelle et communautaire – secours perpétuel - ainsi qu'à assurer une aide lorsque cela est nécessaire en cas de déficience – secours temporaire en faveur des échelons inférieurs.

Selon ce principe et cette organisation subsidiaires, il devient particulièrement évident que le rôle de l'État est de garantir en haut lieux l'inaltérabilité de *valeurs* par lesquelles doit s'affirmer l'Europe à venir, ainsi que la possibilité toujours ouverte d'en faire évoluer l'interprétation au fil du temps et des générations parce qu'Il est la dernière marche et la plus haute de toute la structure fédérale et politique. C'est pourquoi l'État européen, pour limité que soit son domaine d'intervention en interne au regard des devoirs attribués aux strates inférieures, a pour autant un domaine d'influence extrêmement élevé du fait de sa mission fédératrice et de son statut conclusif. Il se doit d'exercer une sage *fascination* dont l'objet ne pourrait être de provoquer une attente de la part d'une *masse* d'individus, mais un fort sentiment d'appartenance chez des hommes libres désireux de lier leur force à la puissance commune européenne. De destin, funeste s'il en est actuellement sous le règne cupide de l'oligarchie mondialiste, l'Europe se reconstruira ainsi plutôt un avenir !

Conclusion

Chaque corps intermédiaire d'une structure communautaire fédérale basée sur le principe de la subsidiarité se doit de définir *par lui-même* la nature de sa propre finalité et du sens qu'il lui appartient de donner à celle-ci mais aussi, et par conséquent, celle des actions qui seront les siennes afin d'accomplir ce devoir dans la mesure où il aura à s'intégrer harmonieusement dans le Tout. Une véritable fédération de communautés ne peut s'élaborer qu'à partir du moment où existe la possibilité que s'articulent entre elles ces finalités en vue

d'un *Bien commun* général qui dépasse l'horizon limitée de chaque entité de l'ensemble de l'organisation, des Biens communs particuliers. Tout repose donc en fait sur la définition de ce *Bien commun*, sur la vision singulière portant sur l'homme et le monde qu'il implique.

L'appartenance, tout comme les compétences, ne sont pas choses figées, auquel cas nous serions en droit de les considérer de façon négative, mais il faut bien comprendre néanmoins qu'elles ont dans l'absolue une valeur inestimable dans la mesure où elles peuvent permettre que la liberté, l'autonomie, la dignité et l'attachement puissent trouver à s'accomplir dans un monde tendu vers l'harmonie où l'homme peut librement rechercher un équilibre constant entre son besoin d'enracinement et son désir d'élévation. Une Communauté de communautés fondée sur un tel paradigme a ceci de singulier, par rapport par exemple à ce qui caractérise notre société du Capital, qu'Elle place l'homme au centre, non de ses « intérêts », mais du sens qu'Elle donne à sa recherche d'harmonie entre ses différentes composantes. Et Elle ne peut véritablement le faire qu'à partir du moment où Elle attache une importance cruciale à la politique, et par conséquent au sens qu'Elle donne à celle-ci et qu'Elle aura su réintroduire et diffuser dans les moindres recoins du maillage fédéraliste. La *vie* politique est une vie de la communauté dont les membres partagent ensemble les mêmes valeurs et les mêmes finalités. Une « politique » au sein d'un groupe trop hétérogène ne peut qu'être bavardages et manipulation d'une clique au dépend des autres : règne des politiciens et des partis dits « politiques » ! La politique, la vie de l'Agora, a ceci d'extrêmement important qu'elle ouvre à chacun la possibilité d'exprimer sa singularité et celles du groupe auquel il appartient. C'est le lieu de l'affirmation de l'homme dans la suite de toutes les formes d'affirmation au travers desquelles il peut s'accomplir et s'élever. Nous cassons ainsi la vision étriquée d'une société au sein de laquelle l'individu ne peut trouver à se « réaliser », *en tant qu'individu*, qu'en misant sur ses chances de se voir octroyer de plus amples droits grâce aux choix qu'il opère en faveur de tel ou tel groupe de politiciens démagogiques et intéressés ou de tel groupe d'influence, ONGs ou autres.

Le libéralisme social et économique amène inévitablement à ce que la politique soit soustraite de la garde des peuples et communautés par le simple fait que selon une telle idéologie, une telle pensée sur l'essence de l'homme qui est à son fondement, le rationalisme qu'elle engendre conduit à l'uniformité, même cachée sous le voile des minorités et des pseudo-communautés, de la diversité des emplois et des choix individuels. Nous constatons aujourd'hui ce funeste destin dont a été frappée la République en France, mais pas seulement, s'inspirant d'ailleurs de son exemple. La Suisse est pour nous une confédération de communautés communales et cantonales qui nous donne lieu de penser qu'il serait possible bien sûr d'envisager autre chose que le centralisme à la française. Mais hélas, l'offensive actuelle du néo-libéralisme remet peu à peu ce schéma politique historiquement singulier. Depuis l'Ancien Régime, sous l'influence des Lumières, tout pouvoir, toute force a peu à peu été vampirisée et réprimée par l'État-Nation républicain au détriment *des* peuples qui composent l'Hexagone ainsi que des corporations de métiers et autres groupes humains singuliers. Il s'en est suivie une asphyxie de la vie politique et un abandon très progressif de l'intérêt porté par tout à chacun envers celle-ci. Ce faisant, c'est une dynamique créatrice qui s'est épuisée, ce qui a entraîné, par l'influence néfaste de l'exemple français dans toute l'Europe, le déclin de la puissance de tout un continent.

Il ne saurait exister d'organisation sociale idéale, parce que l'« homme » ne saurait être lui-même fondé d'après un idéalisme, sinon dans les utopies qui sont à prendre pour ce qu'elles sont : des façons d'imaginer un monde parfait dont on sait que ne compte que le chemin qui y mène. Il est indispensable - et ne serait-ce d'ailleurs pas là que se situe le véritable progrès humain ? - de faire l'assomption des insuffisances et des imperfections de

l'homme véritable, de sa vraie nature, de sa fragilité ontologique tout comme de sa puissance toujours possible, toujours potentiellement excessive aussi. L'homme est également aussi divers qu'il se donne de visages, aussi complexe qu'il possède d'identités. Une organisation fédérale telle que nous la prônons ici pour l'Europe à venir ne serait de toute façon qu'un sempiternel équilibre précaire reposant tout entier sur l'édifice d'une cohérence à démontrer et d'un sens à affirmer sans cesse. Elle ne pourrait se fonder que sur une foi réelle en nos valeurs multi-millénaires qu'il nous faudra redécouvrir et faire revivre. Et pour cela, nous devons reconnaître la supériorité de la connaissance la plus haute qui soit, celle par laquelle l'homme a fait depuis les temps les plus lointains connaissance avec lui-même et sa profonde vérité : la tradition.

Cette quête qui réclame force et courage, mais aussi lucidité, de la part de ses protagonistes est spirituelle autant que politique, et pour ainsi dire, philosophique. Elle dépend après tout de ce quasi instinct de ressentir en toute chose l'existence de la divinité – le mouvement perpétuel et cyclique de la vie -, et du devoir inhérent de réaliser son propre être en proportion de l'honneur que l'on doit à la manifestation de l'Être. Un ciment lie déjà les peuples de l'Europe, il leur faut désormais trouver un nouveau Soleil !

Yohann Sparfell (mars 2016, revu et augmenté en janvier 2017)